

## N° 11ter



# **BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE LA MARNE**

**du 28 novembre 2014**

### **AVIS ET PUBLICATIONS :**

- PREFECTURE :
  - CABINET
  - DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
  - DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES, DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES
- SOUS-PREFECTURES
- SERVICES DECONCENTRES
- DIVERS

*Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons en Champagne et dans les quatre sous-préfectures (Reims, Epernay, Vitry-le-François et Sainte-Menehould), ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr) (rubrique – Publications).*

# **SOMMAIRE**

## **PREFECTURE DE LA MARNE**

### **Cabinet**

**p 5**

- Avis relatifs aux arrêtés des **12 et 19 novembre 2014** concernant l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs
- Avis relatifs aux arrêtés préfectoraux du **4 novembre 2014** portant autorisation, modification ou renouvellement de systèmes de vidéoprotection

### **Direction de la réglementation et des libertés publiques**

**p 9**

- Arrêté préfectoral du **14 novembre 2014** portant agrément du centre psychotechnique exploité par Mme Laurence WEBER pour procéder à l'examen psychotechnique des conducteurs ayant fait l'objet d'une annulation de leur permis de conduite
- Arrêté préfectoral du **14 novembre 2014** portant agrément de l' « ASSOCIATION DE L'ACTION POUR UNE CONDUITE CITOYENNE (AACC) » pour procéder à l'examen psychotechnique des conducteurs ayant fait l'objet d'une annulation de leur permis de conduite
- Arrêtés préfectoraux du **17 novembre 2014** portant renouvellement des agréments en qualité de gardien de fourrière des sociétés :
  - SARL DUVINAGE à Marolles
  - SARL T.R.D. à Saint-Memmie

### **Direction des relations avec les collectivités locales, de l'administration territoriale et des affaires juridiques**

**p 11**

- Arrêté préfectoral du **13 novembre 2014** portant mandatement d'office sur le budget de la commune de Morangis
- Arrêté préfectoral du **13 novembre 2014** rectificatif fixant la composition de la commission consultative d'élus compétente en l'amatière de dotation d'équipement des territoires ruraux
- Arrêté préfectoral du **16 octobre 2014** fixant la composition de la commission consultative d'élus compétente en l'amatière de dotation d'équipement des territoires ruraux
- Avis relatif à l'arrêté préfectoral du **19 novembre 2014** autorisant l'application du régime forestier – forêt communale de Sermiers
- Arrêté inter-préfectoral Marne/Meuse du **13 novembre 2014** portant modification des statuts du Syndicat mixte pour l'aménagement de la vallée de l'Aisne supérieure (SMAVAS)

## **SOUS-PREFECTURES**

### **Sous-Préfecture de Reims**

**p 19**

- Avis relatif à l'arrêté préfectoral du **4 novembre 2014** autorisant la modification des statuts de la communauté de communes Ardre et Châtillonnais

### **Sous-Préfecture d'Epervay**

**p 19**

- Avis relatifs aux arrêtés préfectoraux du **4 et du 5 novembre 2014** reconnaissant les aptitudes techniques et portant agrément de M. Cyrille PLACE en qualité de garde-chasse particulier
- Avis relatif à l'arrêtés préfectoral du **5 novembre 2014** portant renouvellement de l'agrément de M. Jean-Pierre CHARBEAUX en qualité de garde particulier
- Arrêté préfectoral du **14 novembre 2014** prescrivant l'ouverture de l'enquête concernant le projet de remembrement de l'Association foncière urbaine « Les Bords du Cochots »

- Arrêté préfectoral du **22 septembre 2014** portant agrément de M. Henri MARANGE en qualité de garde-chasse particulier
- Arrêté préfectoral du **22 octobre 2014** portant agrément de M. Bernard RIZZOLI en qualité de garde-chasse particulier
- Arrêté préfectoral du **7 novembre 2014** portant agrément de M. Daniel ALEX en qualité de garde-chasse particulier
- Arrêté préfectoral du **10 novembre 2014** portant agrément de sûreté en qualité d'exploitant d'aérodrome de Châlons-Vatry
- Avis relatif à l'arrêté préfectoral du **25 novembre 2014** autorisant l'extension des compétences obligatoires de la communauté de communes Saulx et Bruxenelle

**SERVICES DECONCENTRES****Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Marne (D.D.C.S.P.P.)****p 31**

- Arrêté préfectoral du **13 novembre 2014** modificatif concernant le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage (SDAGV)
- Arrêté préfectoral du **23 juillet 2014** portant modification de la composition de la Commission de médiation du département de la Marne
- Arrêtés préfectoraux des 3 et 24 novembre 2014 portant extension de la capacité d'accueil des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) « Foyer des Jacobins » et « Jamais Seul » à Reims
- Arrêté préfectoral du **27 octobre 2010** portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51
- Arrêté préfectoral du **20 mai 2014** portant approbation de l'avenant n°1 modifiant la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51
- Arrêté préfectoral du **24 novembre 2014** portant approbation de l'avenant n°2 modifiant la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51
- Arrêté préfectoral du **27 novembre 2014** portant modification de la composition de la commission de médiation du département de la Marne

**Direction départementale des territoires de la Marne (D.D.T.)****p 44**

- Arrêté préfectoral du **31 octobre 2014** modifiant l'arrêté préfectoral du 15 juin 2011 renouvelant la composition de la Commission locale de l'eau (CLE) du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) des Deux Morins
- Arrêté préfectoral du **3 novembre 2014** portant exercice gratuit du droit de pêche du propriétaire riverain au profit de la Fédération de la Marne pour la pêche et la protection des milieux aquatiques
- Avis relatif à l'arrêté préfectoral du **29 octobre 2014** instituant des servitudes d'utilité publiques (Lieu-dit « La Fosse Patrabeaux » - Société VIVESCIA) à Berzieux
- Extrait de l'arrêté ministériel du **10 octobre 2014** relatif à la prolongation du permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de la Folie de Paris » (Aube, Marne et Seine-et-Marne) et sa mutation au profit de la SARL CONCORDE ENERGIE PARIS
- Arrêté préfectoral du **14 novembre 2014** fixant la liste des postes éligibles à la Nouvelles Bonification Indiciaire au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches de la mise en oeuvre du Protocole Durafour
- Arrêté préfectoral du **19 novembre 2014** approuvant la carte communale d'Ecriennes
- Arrêté préfectoral du **29 août 2014** concernant le remembrement des communes de Chepy, Saint-Germain-la-Ville, Moncetz Longevas et Sarry avec extension sur les communes de Châlons-en-Champagne, Marson, Vésigneul-sur-Marne et Courtisols
- Arrêté préfectoral du **20 novembre 2014** modificatif relatif à la période de chasse pour la campagne 2014-2015
- Arrêté préfectoral du **19 novembre 2014** modifiant la composition de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites)
- Avis relatif à l'arrêté préfectoral du **31 octobre 2014** autorisant la SCEA MACHET à exploiter un entrepôt de stockage de paille à Livry-Louvercy
- Avis relatif à l'arrêté préfectoral du **25 novembre 2014** autorisant la société PROVEDA à exploiter deux installations de broyage de briquettes de lignites à Vatry
- Arrêté préfectoral du **24 novembre 2014** modifiant la composition du CODERST (Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques)

**Délégation territoriale départementale de la Marne de l'Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne****p 63**

- Arrêté préfectoral du **14 novembre 2014** portant réquisition de pharmacies libérales (Pharmacie du Mont d'Arène à Reims)

**☒ Direction régionale des finances publiques de Champagne-Ardenne et du département de la Marne****p 65**

- Arrêté du **18 novembre 2014** portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal du comptable responsable du pôle recouvrement spécialisé
- Arrêté du **15 septembre 2014** portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal du comptable responsable du SIP – SIE de Sézanne

**☒ Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne****p 67**

- Décision du **6 novembre 2014** portant rejet de la demande de transfert de la licence de transfert d'une officine de pharmacie à Reims
- Arrêté du **22 octobre 2014** portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite, exploité par la SELARL « SYNDIBIO » à Bar-le-Duc

**☒ Direction régionale des douanes et droits indirects de Champagne-Ardenne****p 73**

- Décision du **6 novembre 2014** prononçant la fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent à Anglure

**☒ Centre hospitalier universitaire de Reims****p 74**

- Décision du **18 novembre 2014** portant sur les droits d'inscription aux épreuves de sélection des candidats s'inscrivant à l'Institut de formation des aides-soignant(e)s (IFAS) en cursus partiel



### Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs

Par arrêtés préfectoraux du **12 novembre 2014**, sont abrogés les arrêtés relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs. Les éléments nécessaires à l'information sur les risques ci-avant mentionnés pour les communes de :

- Cheniers
- Germinon
- Soudron

sont consignés dans les dossiers communaux d'information respectifs de ces communes.

Ces arrêtés peuvent être consultés à la préfecture de la Marne – Cabinet du Préfet – Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile – 38 rue Carnot à Châlons-en-Champagne.

### Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs

Par arrêtés préfectoraux du **19 novembre 2014**, sont abrogés les arrêtés relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs. Les éléments nécessaires à l'information sur les risques ci-avant mentionnés pour les communes de :

- Anthenay
- Avize
- Baslieux-sous-Châtillon
- Belval-sous-Châtillon
- Binson et Orquigny
- Champvoisy
- Châtillon-sur-Marne
- Courthiézy
- Cramant
- Cuchery
- Cuisles
- Dormans
- Festigny
- Grauves
- Igny-Comblizy
- Jonquery
- Leuvrigny
- Mareuil le Port
- Moslins
- Nesle-le-Repons
- Oeuilly
- Oger
- Passy-Grigny
- Peuil
- Saint-Gemme
- Troissy
- Vandières
- Venteuil
- Verneuil
- Villers-sous-Châtillon
- Vincelles

sont consignés dans les dossiers communaux d'information respectifs de ces communes.

Ces arrêtés peuvent être consultés à la préfecture de la Marne – Cabinet du Préfet – Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile – 38 rue Carnot à Châlons-en-Champagne.

### Arrêtés préfectoraux portant autorisation modification ou renouvellement de systèmes de vidéoprotection

Commission du 8 octobre 2014

#### **AUTORISATIONS**

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Fabrice Delestre, Responsable Sûreté et Enquête, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **5 caméras intérieures** dans l'établissement GIFI situé Lieu-Dit Les Parques rue Jules Romain à Cormontreuil, conformément au dossier présenté.

Monsieur Fabrice Delestre, Responsable Sûreté et Enquête est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Didier Debrin, Bailleur Social, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **1 caméra intérieure** dans l'établissement l'Effort Rémois situé 25 bis rue Gambetta à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur Didier Debrin, Bailleur Social est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Madame Annick Iglesias, Gérante, est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **16 caméras intérieures et 4 caméras extérieures** dans l'établissement Sézanne Matériaux situé zone de l'Ormelot à Sézanne, conformément au dossier présenté.

Madame Annick Iglesias, Gérante est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Madame Angélique LEMAIRE, Gérante, est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **2 caméras intérieures** dans l'établissement Boulangerie Paul SAS situé 20 place Myron Herrick à Reims, conformément au dossier présenté.

Madame Angélique LEMAIRE, Gérante est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Pierre Hann, Directeur Financier, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **1 caméra intérieure et 2 caméras extérieures** dans l'établissement MT Développement situé 4 rue Louis Neel à Bezannes, conformément au dossier présenté.

Monsieur Pierre Hann, Directeur Financier est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Cyril Poidatz, Président, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **3 caméras intérieures** dans l'établissement Free Center situé 26 rue Condorcet à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur Cyril Poidatz, Président est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur le Député Maire de Reims, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **11 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** dans l'établissement Musée du Fort de la Pompelle situé route départementale 944 à Puisieulx, conformément au dossier présenté.

Monsieur le Député Maire de Reims est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Jean-Luc Jego, Directeur Technique, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **7 caméras intérieures et 3 caméras extérieures** dans l'établissement Hôtel B & B situé Lieu-Dit Pierre Salmon à Bezannes, conformément au dossier présenté.

Monsieur Jean-Luc Jego, Directeur Technique est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Madame Véronique Nottet, Directrice d'Exploitation, est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **1 caméra intérieure et 2 caméras extérieures** dans l'établissement Résidence Hôtelière Park and Suites situé 17 rue Marie Marvingt à Reims, conformément au dossier présenté.

Madame Véronique Nottet, Directrice d'Exploitation est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Jean-Luc Jego, Directeur Technique, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **14 caméras intérieures et 2 caméras extérieures** dans l'établissement Hôtel B & B situé 1 rue Pingat à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur Jean-Luc Jego, Directeur Technique est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Pascal Caffet, Président, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **2 caméras intérieures** dans l'établissement SAS Caffet et Cie situé 2 place du Marché aux Fleurs à Châlons-en-Champagne, conformément au dossier présenté.

Monsieur Pascal Caffet, Président est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur David Mangin, Gérant, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **3 caméras intérieures** dans l'établissement SARL Boulangerie Karl situé 13 rue de la Garenne à Champigny, conformément au dossier présenté.

Monsieur David Mangin, Gérant est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Alexandre Massiot, Gérant, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **4 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** dans l'établissement Restorante Del Arte situé rue de la Ferme Pierquin à Bétheny, conformément au dossier présenté.

Monsieur Alexandre Massiot, Gérant est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Eric Tassilly, Président Directeur Général, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **1 caméra extérieure** dans l'établissement Freinrail situé 47-49 rue Gosset à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur Eric Tassilly, Président Directeur Général est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Georges Verrier, Responsable Sécurité, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **14 caméras intérieures** dans l'établissement Dia France situé 2 bis rue Paul Bert à Epernay, conformément au dossier présenté.

Monsieur Georges Verrier, Responsable Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Philippe Besson, Président du Conseil d'Administration, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **4 caméras intérieures** dans l'établissement Bijouterie Edora situé Centre Commercial Croix-Dampierre - avenue du Président Roosevelt à Châlons-en-Champagne, conformément au dossier présenté.

Monsieur Philippe Besson, Président du Conseil d'Administration est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Sendra Fiana Rasolofofsara, Gérant, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **13 caméras intérieures et 7 caméras extérieures** dans l'établissement Mac Donald's situé 1 rue Jean XXIII à Bétheny, conformément au dossier présenté.  
Monsieur Sendra Fiana Rasolofofsara, Gérant est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Eric Sauvageot, Gérant, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **4 caméras extérieures** dans l'établissement Station de Lavage situé 1 avenue de la Gare à Fismes, conformément au dossier présenté.  
Monsieur Eric Sauvageot, Gérant est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Marc Mangon, Président, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **1 caméra intérieure et 2 caméras extérieures** dans l'établissement Communauté d'Emmaüs situé 1 allée Paul Halary à Reims, conformément au dossier présenté.  
Monsieur Marc Mangon, Président est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Philippe Bois, Directeur, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à installer **39 caméras intérieures et 13 caméras extérieures** dans l'établissement SAS CASINO DU Lac du Der situé 6 rue du Port à Giffaumont Champaubert, conformément au dossier présenté.  
Monsieur Philippe Bois, Directeur est responsable du système.

## **RENOUVELLEMENTS**

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 28 mai 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement Caisse d'Epargne Lorraine Champagne-Ardenne situé 240 avenue de Laon à Reims est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0290 pour **4 caméras intérieures**.  
Le Directeur des Achats et des Moyens Généraux est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement Eiffa Stationnement et Concession situé 4 rue Edouard Mignot à Reims est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2009/0221 pour **32 caméras intérieures**.  
Monsieur Gérard Lazare est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2008 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement LIDL situé route de Reims à Suippes est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0314 pour **8 caméras intérieures**.  
Monsieur Cédric JACQ, Directeur Régional est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 9 rue de Reims à Hermonville est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0268 pour **5 caméras intérieures et 1 caméra extérieure**.  
Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 5 rue des Ecoles à Fismes est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0269 pour **3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure**.  
Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 113 avenue Jean Jaurès à Reims est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0270 pour **5 caméras intérieures et 1 caméra extérieure**.  
Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 22 rue de l'Etape à Reims est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0273 pour **3 caméras intérieures**.  
Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement Buffalo Grill situé 2 place Charles de Gaulle à Tinquieux est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2009/0223 pour **2 caméras intérieures et 4 caméras extérieures**.  
Monsieur Mathieu Quere, Directeur Général est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 2 rue Camille Guérin à Bétheny est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0287 pour **1 caméra intérieure et 1 caméra extérieur**.  
Monsieur Jean-Louis Vaillant, Expert Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2009 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 8 place du 8 Mai 1945 à Bethenville est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0283 pour **2 caméras intérieures**.

Monsieur Jean-Louis Vaillant, Expert Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 l'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral en date du 31 mai 2010 de faire fonctionner un système de vidéoprotection dans l'établissement Banque Populaire Lorraine Champagne situé 22bis rue Simon à Reims est reconduite, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2010/0022 pour **3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure**.

Monsieur le Responsable Sécurité est responsable du système.

## **MODIFICATIONS**

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Pierre Kasmi, Président Directeur Général, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **33 caméras intérieures et 11 caméras extérieures** dans l'établissement Centre Leclerc situé rue Cumières les Rechignons à Dizy, conformément au dossier présenté.

Monsieur Pierre Kasmi, Président Directeur Général est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **1 caméra intérieure et 1 caméra extérieure** dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 27 Cours Langlet à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **2 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 44 bis rue de Cernay à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **1 caméra intérieure et 2 caméras extérieures** dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 51 Route Nationale, Centre Commercial Leclerc à Champfleury, conformément au dossier présenté.

Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **6 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** dans l'établissement CRCA du Nord Est situé 140 boulevard Dauphinot à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur Frédéric Anspach, Correspondant Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur Guillaume Gobillot, Directeur, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **71 caméras intérieures et 7 caméras extérieures** dans l'établissement Centre Leclerc situé 1 rue Jules Lobet à Pierry, conformément au dossier présenté.

Monsieur Guillaume Gobillot, Directeur est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Madame Isabelle Consigny-Romero, Responsable Juridique, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **2 caméras intérieures** l'établissement Relais France situé Gare SNCF à Reims, conformément au dossier présenté.

Madame Isabelle Consigny-Romero, Responsable Juridique est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur le Responsable du Service Sécurité France de BNP Parisbas, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** l'établissement BNP Parisbas situé 13 place de la République à Epervain, conformément au dossier présenté.

Monsieur le Responsable du Service Sécurité France de BNP Parisbas est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur le Responsable Sécurité, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** l'établissement Banque Populaire Lorraine Champagne situé 1 boulevard Carteret à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur le Responsable Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Monsieur le Responsable Sécurité, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **8 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** l'établissement Banque Populaire Lorraine Champagne situé 20 cours Langlet à Reims, conformément au dossier présenté.

Monsieur le Responsable Sécurité est responsable du système.

Par arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2014 Madame Annie DELLENBACH, Directeur territorial Sûreté, dans les conditions fixées au présent arrêté et **pour une durée de cinq ans renouvelable**, à modifier et à faire fonctionner le système de vidéoprotection composé de **3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure** l'établissement Banque Populaire Lorraine Champagne situé 20 cours Langlet à Reims, conformément au dossier présenté.

Madame Annie DELLENBACH, Directeur territorial Sûreté est responsable du système.

Bureau de la circulation

**Agrément d'un centre psychotechnique**

Le Préfet  
de la région Champagne Ardenne  
Préfet du département de la Marne

**VU :**

- les articles L 223-5 et L 234-13 15 du code de la route,
- le décret n° 60.848 du 6 août 1960 portant application de l'article L 15 du code de la route,
- la circulaire ministérielle n° 67 du 25 août 1960 relative à l'examen médical et psychotechnique de certains candidats au permis de conduire dont le précédent permis a été annulé par décision de justice,
- la circulaire ministérielle du 3 août 2012 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs et des candidats au permis de conduire
- l'arrêté préfectoral du 18 mai 1993 agréant le centre psychotechnique exploité par Mme Laurence Wéber pour procéder à l'examen psychotechnique des conducteurs ayant fait l'objet d'une annulation de leur permis de conduire, modifié par arrêtés préfectoraux du 14 octobre 1997, 8 février 2008 et du 15 juin 2011,
- la lettre de Mme Wéber en date du 16 mai 2006 indiquant les coordonnées complètes des lieux où elle reçoit les personnes dans le cadre des examens psychotechniques,
- la lettre de Mme Weber en date du 30 octobre 2014 ,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er** – Le centre psychotechnique exploité par Mme Laurence Wéber, sis 24 Rue Jeunehomme à Reims (51100) est agréé pour procéder à l'examen psychotechnique des conducteurs du département de la Marne ayant fait l'objet d'une annulation de leur permis de conduire.

Ces examens auront lieu à

- ♦ Châlons en Champagne – Espace d'activités Becquerel – 15 avenue Becquerel, Bâtiment B (salle de réunion),
- ♦ Reims – 16 rue des Telliers,

**ARTICLE 2** – L'arrêté préfectoral en date du 15 juin 2011 est abrogé.

**ARTICLE 3**- M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. le Ministre de l'Intérieur, MM. les Sous-Préfets des arrondissements de Reims, Epernay, Vitry le François et Sainte Menheould, ainsi qu'à Mme Laurence Wéber et publié au bulletin d'informations et recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Châlons- en-Champagne le **14 novembre 2014**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,  
Francis SOUTRIC

Bureau de la circulation

**Arrêté préfectoral autorisant l'Association de l'Action pour une Conduite Citoyenne  
à procéder aux examens psychotechniques des conducteurs  
ayant fait l'objet d'une annulation de leur permis de conduire**

Le préfet  
de la région Champagne Ardenne  
préfet du département de la Marne

**VU :**

- les articles L 223-5 et L 234-13 du code de la route,
- le décret n° 60-848 du 6 août 1960 portant application de l'article L 15 modifié par le L234-13 du code de la route,
- la circulaire ministérielle n° 67 du 25 août 1960 relative à l'examen médical et psychotechnique de certains candidats au permis de conduire dont le précédent permis a été annulé par décision de justice,
- la circulaire ministérielle du 3 août 2012 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs et des candidats au permis de conduire
- la demande d'agrément en date du 22 juillet 2014 présentée par M. MESSAOUD Frankie pour l'Association de l'Action pour une Conduite Citoyenne sise 3, Rue de l'Eperon à Melun (77000) ,
- l'avis favorable en date du 16 octobre 2014 du Docteur Khatib, Neurologue agréé

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er** : L'Association de l'Action pour une Conduite Citoyenne (A.A.C.C) représentée par M. Frankie MESSAOUD, Directeur, sise 3, Rue de l'Eperon à Melun (77000) est agréée dans le département de la Marne pour procéder à l'examen psychotechnique des conducteurs ayant fait l'objet d'une annulation de leur permis de conduire.

**ARTICLE 2** : L'agrément est accordé pour une durée de deux ans renouvelable.

**ARTICLE 2** : Ces examens auront lieu au 10, Rue du Petit Hutin à Reims (51100).

**ARTICLE 3** : M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. le ministre de l'intérieur, MM. les sous-préfets des arrondissements de Reims, Epernay, Vitry le François et la sous-préfecture de Sainte Menehould, ainsi qu'à l'A.A.C.C et publié au bulletin d'informations et recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Châlons- en-Champagne le **14 novembre 2014**

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,

Francis SOUTRIC

Bureau de la circulation

### **Agrément gardien de fourrière**

Le Préfet  
de la région Champagne Ardenne  
Préfet du département de la Marne

- VU** le code de la route,  
**VU** la loi n° 70-1301 du 31 décembre 1970 relative à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres,  
**VU** le décret n° 72-823 du 6 septembre 1972 fixant les conditions de remise du service des domaines des véhicules non retirés de fourrière par leurs propriétaires,  
**VU** le décret n° 72-824 du 6 septembre 1972 pris pour l'application de l'article 3 de la loi n° 70-1301 du 31 décembre 1970 relative à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres,  
**VU** le décret n° 86-426 du 13 mars 1986 portant création de la commission départementale de sécurité routière,  
**VU** le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres,  
**VU** l'arrêté du 18 octobre 1996 relatif à l'autorisation provisoire de sortie de fourrière,  
**VU** l'arrêté du 18 octobre 1996 relatif à la fiche descriptive de l'état du véhicule à enlever en fourrière,  
**VU** l'arrêté ministériel du 12 avril 2001 fixant la valeur marchande en dessous de laquelle les véhicules mis en fourrière réputés abandonnés et déclarés par expert hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité seront livrés à la destruction,  
**VU** l'arrêté ministériel du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobile,  
**VU** l'arrêté préfectoral du 5 juin 1997 portant création d'une section au sein de la commission départementale de la sécurité routière intitulée « agrément des gardiens de fourrière »,  
**VU** l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2004 accordant l'agrément en qualité de gardien de fourrière à la société Duvinage  
**VU** l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2010 renouvelant l'agrément pour cinq ans, en qualité de gardiens de fourrière, de la société SARL DUVINAGE,  
**VU** l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2011 nommant les membres de la commission départementale de sécurité routière, «section agrément des gardiens de fourrière »,  
**VU** la demande de renouvellement déposée par la société EURL Dépannage DUVINAGE Fils ,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne :

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Suite à un premier agrément de cinq ans, la société EURL Dépannage DUVINAGE Fils sise Rue de Violette Zone Industrielle de Vitry-Marolles à Marolles (51300) est agréée pour une nouvelle période de cinq ans pour exercer la fonction de gardien de fourrière dans le département de la Marne **jusqu'au 31 décembre 2019**.

**ARTICLE 2** : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2004 demeurent inchangées.

**ARTICLE 3** : M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le sous préfet de l'arrondissement de Vitry le François, et M. le général, commandant le groupement de gendarmerie de la Marne à Châlons en Champagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin d'information et recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à la société EURL Dépannage Duvinage Fils.

Châlons- en-Champagne le **17 novembre 2014**

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,

Francis SOUTRIC

Bureau de la circulation

### **Agrément gardien de fourrière**

Le Préfet  
de la région Champagne Ardenne  
Préfet du département de la Marne

- VU** le code de la route,

- VU** la loi n° 70-1301 du 31 décembre 1970 relative à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres,  
**VU** le décret n° 72-823 du 6 septembre 1972 fixant les conditions de remise du service des domaines des véhicules non retirés de fourrière par leurs propriétaires,  
**VU** le décret n° 72-824 du 6 septembre 1972 pris pour l'application de l'article 3 de la loi n° 70-1301 du 31 décembre 1970 relative à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres,  
**VU** le décret n° 86-426 du 13 mars 1986 portant création de la commission départementale de sécurité routière,  
**VU** le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres,  
**VU** l'arrêté du 18 octobre 1996 relatif à l'autorisation provisoire de sortie de fourrière,  
**VU** l'arrêté du 18 octobre 1996 relatif à la fiche descriptive de l'état du véhicule à enlever en fourrière,  
**VU** l'arrêté préfectoral du 5 juin 1997 portant création d'une section au sein de la commission départementale de la sécurité routière intitulée « agrément des gardiens de fourrière »,  
**VU** l'arrêté préfectoral en date du 19 mai 1999 accordant l'agrément en qualité de gardien de fourrière de la société TRD  
**VU** l'arrêté ministériel du 12 avril 2001 fixant la valeur marchande en dessous de laquelle les véhicules mis en fourrière réputés abandonnés et déclarés par expert hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité seront livrés à la destruction,  
**VU** l'arrêté ministériel du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobile,  
**VU** l'arrêté préfectoral du 8 février 2010 renouvelant l'agrément pour cinq ans, en qualité de gardiens de fourrières, la SARL T.R.D.,  
**VU** l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2011 nommant les membres de la commission départementale de sécurité routière, «section agrément des gardiens de fourrière »,  
**VU** la demande de renouvellement déposée par la SARL T.R.D ,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne :

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Suite à un premier agrément de cinq ans, la SARL T.R.D sise Avenue du Maquis des Glières à Saint-Memmie (51470) est agréée pour une nouvelle période de cinq ans pour exercer la fonction de gardien de fourrière dans le département de la Marne **jusqu'au 31 décembre 2019.**

**ARTICLE 2 :** Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 19 mai 1999 demeurent inchangées.

**ARTICLE 3 :** M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le général, commandant le groupement de gendarmerie de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin d'information et recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à la société TRD.

Châlons- en-Champagne le **17 novembre 2014**  
 Pour le Préfet  
 Le Secrétaire Général,  
 Francis SOUTRIC

## **Direction des relations avec les collectivités locales, de l'administration territoriale et des affaires juridiques**

Bureau de la coordination interministérielle  
 et du développement des territoires

### **Communauté de Communes Champagne Vesle Projet d'acquisition, par la Communauté de communes Champagne Vesle, d'une parcelle de terrain cadastrée AB 247 située sur le territoire communal de Méry-Prémecy, en vue de la création de la station d'épuration de Méry-Prémecy**

#### **ARRETE DE CESSIBILITE**

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne  
 Préfet de la Marne,

- VU**
- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
  - le code de l'urbanisme,
  - la délibération n° 71/2011 du 06 octobre 2011 par laquelle le conseil de la communauté de communes Champagne Vesle sollicite l'ouverture d'une enquête conjointe d'utilité publique et parcellaire sur le projet de la création de la station d'épuration de Méry-Prémecy et d'acquisition d'une parcelle AB n°219 située sur le territoire communal de Méry-Prémecy nécessaire à la réalisation du projet,
  - l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 portant ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet d'acquisition, par la Communauté de communes Champagne Vesle, d'une parcelle de terrain située sur le territoire communal de Méry-Prémecy, en vue de la création de la station d'épuration de Méry-Prémecy,
  - l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 portant ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet d'acquisition, par la Communauté de communes Champagne Vesle, d'une parcelle de terrain située sur le territoire communal de Méry-Prémecy, en vue de la création de la station d'épuration de Méry-Prémecy,
  - les pièces des dossiers d'enquête constatant en particulier que les registres d'enquête ont été déposés à la mairie de Méry-Prémecy du 02 mai 2012 au 25 mai 2012 et qu'un avis de ce dépôt a été régulièrement publié et affiché conformément à la loi,
  - les n° 21121, 21128 et 21134 du journal « L'Union » en date du 20 avril 2012, du 27 avril 2012 et du 4 mai 2012 et les n° 3007, 3008 et 3009 de l'hebdomadaire « La Marne Agricole » en date du 20 avril 2012, du 27 avril 2012 et du 4 mai 2012 dans lesquels l'avis d'enquête a été inséré,
  - le rapport et les conclusions favorables de M. le commissaire-enquêteur du 21 juin 2012,

- l'avis favorable de M. le sous-préfet de l'arrondissement de Reims du 27 août 2012,
- l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2014 portant déclaration d'utilité publique du projet d'acquisition par la Communauté de Communes Champagne Vesle d'une parcelle de terrain située sur le territoire communal de Méry-Prémecy, en vue de la création de la station d'épuration de Méry-Prémecy, La parcelle concernée est désignée sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté.
- la délibération n°61/2014 de la séance du 8 octobre 2014 par laquelle le conseil communautaire demande l'arrêté de cessibilité concernant la parcelle cadastrée AB 247 issue de la division de la parcelle AB 219 et la transmission du dossier au juge de l'expropriation,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne,

## ARRETE

**Article 1er :** Est déclarée cessible, au profit de la Communauté de Communes Champagne Vesle, la parcelle de terrain cadastrée AB n°247, issue de la division de la parcelle cadastrée AB 219, située sur le territoire communal de Méry-Prémecy, en vue de la création de la station d'épuration de Méry-Prémecy. La parcelle concernée est désignée sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Cette déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au propriétaire intéressé, mentionné sur l'état parcellaire figurant en annexe par le président de la Communauté de Communes Champagne Vesle, par lettre recommandée avec avis de réception.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée-51036 Châlons-en-Champagne Cedex).

**Article 4 :** M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne et M. le président de la Communauté de communes Champagne Vesle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **13 novembre 2014**

Pour le Préfet et par délégation,

le secrétaire général

Francis SOUTRIC

### Arrêté du 13 novembre 2014 portant mandatement d'office sur le budget de la commune de Morangis

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,  
Préfet de la Marne

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5212-19, L.5212-20, L.2321-2, L.1612-15 et L.1612-16 ;

VU le code des juridictions financières, notamment ses articles L.232-1 et R.232-1 ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la création du syndicat mixte scolaire des Trois Coteaux , sis au 7 rue d'Épernay à Grauves, le 27 décembre 2013 ;

VU la convention de fait du 23 janvier 2014 entre la commune de Morangis et le syndicat mixte scolaire des Trois Coteaux gérant le groupe scolaire de Grauves notifiée par pli recommandé au maire le 27 février 2014 ;

VU les titres de recettes exécutoires n° 16 du 28 mai 2014 et n° 21 du 2 juin 2014 d'un montant respectifs de dix mille euros et de vingt et un mille deux cents euros émis par Monsieur l'administrateur général des finances publiques de la Marne demandant la participation aux frais de scolarité des enfants de parents résidant à Morangis ;

VU la mise en demeure de la préfecture adressée à la commune de Morangis le 22 août 2014 lui demandant de régler le syndicat intercommunal à vocation scolaire susmentionné pour un montant de 31 200 € (trente et un mille deux cents euros) ;

CONSIDÉRANT le non-paiement de cette dépense obligatoire par la commune de Morangis, à ce jour ;

CONSIDÉRANT que les crédits sont suffisants et disponibles ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** La somme de trente et un mille deux cents euros, correspondant à une partie de la contribution annuelle de la commune de Morangis est inscrite d'office à son budget 2014 et mandatée au profit du syndicat mixte scolaire des Trois Coteaux (SIREN 200045292).

**Article 2 :** Cette dépense sera imputée à l'article 6554 intitulé « contribution aux organismes de regroupement » du chapitre 65 inscrit au budget 2014 de la commune de Morangis.

**Article 3 :** Pour l'exécution du présent arrêt, il est pris la décision modificative de budget suivante :

- sur le chapitre 65, article 6531 : - 9200 € (moins neuf mille deux cents euros)
- sur le chapitre 65, article 6554 : + 9200 € (plus neuf mille deux cents euros)
- sur le chapitre 77, article 7788 : - 22 000 € (moins vingt-deux mille euros)
- sur le chapitre 022 : + 22 000 € (plus vingt-deux mille euros)

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

**Article 5 :** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, Monsieur le Directeur régional des finances publiques de la Champagne-Ardenne et de la Marne et Monsieur le Maire de Morangis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pierre DARTOUT



**COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ELUS  
COMPETENTE EN MATIERE  
DE DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX**

**ARRETE RECTIFIANT L'ARRETE DU 16 OCTOBRE 2014 FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION**

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales et ses articles R.2334-19 à R.2334-35,
- la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 179 -titre II- créant la dotation d'équipement des territoires ruraux,
- le décret n°2011-514 du 10 mai 2011 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales des départements,
- la proposition de l'Association des Maires de la Marne, en application du décret précité,
- l'arrêté préfectoral en date du 16 octobre 2014 fixant la composition de la commission consultative d'élus compétente en matière de dotation d'équipement des territoires ruraux,

Sur la proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La commission consultative d'élus constituée dans le département de la Marne pour l'examen des projets susceptibles de bénéficier de la dotation d'équipement des territoires ruraux est composée comme suit :

***collège des représentants de communautés de communes :***

- Monsieur Gérard Amon, président de la Communauté de Communes des Portes de Champagne
- Monsieur Jean-Pierre Bouquet, président de la Communauté de Communes Vitry-Champagne et Der
- Monsieur Luc Bzdak, président de la Communauté de Communes Champagne Vesle
- Monsieur Bernard Champion, président de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure
- Monsieur Frédéric Charpentier, président de la Communauté de Communes des Côteaux de la Marne
- Madame Pascale Chevallot, présidente de la Communauté de Communes Perthois Bocage et Der
- Monsieur Bertrand Courot, président de la Communauté de Communes Argonne Champenoise
- Monsieur Claude Guichon, vice-président de la Communauté de Communes Côtes de Champagne et Saulx
- Monsieur Yannick Kerharo, président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Suippe
- Monsieur François Mainsant, président de la Communauté de Communes Suippe et Vesle
- Monsieur Pascal Perrot, président de la Communauté de Communes de la région de Vertus
- Monsieur Gilles Dessoie, vice-président de la Communauté de Communes Vesle et Côteaux de la Montagne de Reims
- Madame Evelyne Velly, présidente de la Communauté de Communes Fismes Ardre et Vesle

***collège des maires:***

- Madame Chantal Choubat, maire de Juvigny
- Monsieur Gérard Butin, maire de Chavot-Courcourt
- Monsieur Daniel Jacquier, maire de Le Gault Soigny
- Monsieur Thierry Mathellie, maire de Connantray-Vaurefroy
- Monsieur François Mourra, maire de Vandeuil
- Madame Rachel Paillard, maire de Bouzy
- Monsieur William Mathieu, maire de Cheppes la Prairie
- Monsieur René Schuller, maire de Saint Germain la Ville
- Monsieur Alphonse Schwein, maire de Vaudesincourt
- Monsieur Alain Simon, maire de Sapignicourt
- Monsieur Pascal Tramontana, maire de Brusson
- Monsieur François Varoquier, maire de Dommartin-sous-Hans,

**ARTICLE 2 :**

Le mandat des membres de la commission expirera au prochain renouvellement général des conseils des établissements publics de coopération intercommunale et des conseils municipaux.

Il cessera également de plein droit si les intéressés perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres et qui sera publié au bulletin d'informations et recueil des actes administratifs de la préfecture.

Châlons-en-Champagne, le **13 novembre 2014**

Le préfet  
Pierre Dartout

**COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ELUS  
COMPETENTE EN MATIERE  
DE DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX**

**ARRETE FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION**

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales et ses articles R.2334-19 à R.2334-35,
- la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 179 -titre II- créant la dotation d'équipement des territoires ruraux,
- le décret n°2011-514 du 10 mai 2011 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales des départements,
- la proposition de l'Association des Maires de la Marne, en application du décret précité,

Sur la proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La commission consultative d'élus constituée dans le département de la Marne pour l'examen des projets susceptibles de bénéficier de la dotation d'équipement des territoires ruraux est composée comme suit :

***collège des représentants de communautés de communes :***

- Monsieur Gérard Amon, président de la Communauté de Communes des Portes de Champagne
- Monsieur Jean-Pierre Bouquet, président de la Communauté de Communes Vitry-Champagne et Der
- Monsieur Luc Bdzak, président de la Communauté de Communes Champagne Vesle
- Monsieur Bernard Champion, président de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure
- Monsieur Frédéric Charpentier, président de la Communauté de Communes des Côteaux de la Marne
- Madame Pascale Chevallot, présidente de la Communauté de Communes Perthois Bocage et Der
- Monsieur Bertrand Courot, président de la Communauté de Communes Argonne Champenoise
- Monsieur Claude Guichon, vice-président de la Communauté de Communes Côtes de Champagne et Saulx
- Monsieur Yannick Kerharo, président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Suippe
- Monsieur François Mainsant, président de la Communauté de Communes Suippe et Vesle
- Monsieur Pascal Perrot, président de la Communauté de Communes de la région de Vertus
- Monsieur Gilles Dessoie, vice-président de la Communauté de Communes Vesle et Côteaux de la Montagne de Reims
- Madame Evelyne Velly, présidente de la Communauté de Communes Fismes Ardre et Vesle

***collège des maires:***

- Madame Chantal Choubat, maire de Juvigny
- Monsieur Gérard Butin, maire de Chavot-Courcourt
- Monsieur Daniel Jacquier, maire de Le Gault Soigny
- Monsieur Thierry Mathellier, maire de Connantray-Vaufrey
- Monsieur François Mourra, maire de Vandeuil
- Madame Rachel Paillard, maire de Bouzy
- Monsieur William Mathieu, maire de Cheppes la Prairie
- Monsieur René Schuller, maire de Saint Germain la Ville
- Monsieur Alphonse Schwein, maire de Vaudesincourt
- Monsieur Alain Simon, maire de Sapignicourt
- Monsieur Pascal Tramontana, maire de Brusson
- Monsieur François Varoquier, maire de Dommartin-sous-Hans,

**ARTICLE 2 :**

Le mandat des membres de la commission expirera au prochain renouvellement général des conseils des établissements publics de coopération intercommunale et des conseils municipaux.

Il cessera également de plein droit si les intéressés perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres et qui sera publié au bulletin d'informations et recueil des actes administratifs de la préfecture.

Châlons-en-Champagne, le **16 octobre 2014**

Le préfet  
Pierre Dartout

## Application du régime forestier

Par arrêté préfectoral du **19 novembre 2014**, est autorisée l'application du régime forestier – forêt communale de Sermiers.

Cet arrêté peut être consulté à la Direction des relations avec les collectivités locales, à la préfecture de la Marne.



PRÉFET DE LA MARNE

### Arrêté préfectoral interdépartemental portant modification des statuts du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Vallée de l'Aisne Supérieure (SMAVAS)

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,  
Préfet du département de la Marne

La Préfète de la Meuse,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite

#### VU :

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté préfectoral du 23 février 1971 modifié portant création du Syndicat mixte pour l'aménagement de la Vallée de l'Aisne supérieure ;
- la délibération n°2014-06-13 du 12 juin 2014 relative à la modification des statuts du syndicat ;
- les délibérations suivantes des communes membres du syndicat :
  - Argers : 15 octobre 2014,
  - Braux-Sainte-Cohière : 26 août 2014,
  - Le Châtelier : 3 octobre 2014,
  - Châtirces : 28 août 2014,
  - Chaudefontaine : 17 octobre 2014,
  - Le Chemin : 3 octobre 2014,
  - Courtémont : 10 septembre 2014,
  - Dommartin-Dampierre : 6 octobre 2014,
  - Dommartin-Varimont : 23 septembre 2014,
  - Epense : 20 août 2014,
  - Florent-en-Argonne :
  - Givry-en-Argonne : 12 août 2014,
  - Hans : 16 septembre 2014,
  - Massiges : 3 octobre 2014,
  - La Neuville-au-Pont : 29 août 2014,
  - La Neuville-aux-Bois : 5 septembre 2014,
  - Noirlicu : 27 août 2014,
  - Remicourt : 4 octobre 2014,
  - Saint-Mard-sur-le-Mont : 12 septembre 2014,
  - Saint-Thomas-en-Argonne : 11 septembre 2014,
  - Sainte-Ménchould : 21 août 2014,
  - Sivry-Ante : 13 octobre 2014,
  - Valmy : 2 octobre 2014,
  - Verrières : 12 septembre 2014,
  - Le Vicil Dampierre : 9 octobre 2014,

- Vienne-la-Ville : 1<sup>er</sup> octobre 2014,
- Vienne-le-Château : 11 septembre 2014,
- Ville-sur-Tourbe : 1<sup>er</sup> octobre 2014,
- Villers-en-Argonne : 5 septembre 2014,
- Virginy : 7 août 2014,
- Voilemont : 9 octobre 2014,
- Evres-en-Argonne (Meuse) : 9 octobre 2014,
- Rembercourt-Sommaise (Meuse) : 12 août 2014,

favorables à la modification des statuts du syndicat mixte pour l'aménagement de la Vallée de l'Aisne Supérieure suivantes :

▪ modification de l'article 1<sup>er</sup> :

*« Est autorisée entre la Communauté de communes de Sulpe et Vesle pour les communes de Saint-Jean-sur-Tourbe et Laval-sur-Tourbe ; et les communes de Berzieux, Binarville, Fontaine-en-Dormois, Gratreuil, Malmy, Massiges, Minaucourt-le-Mesnil-les-Hurlus, Rouvroy-Ripont, Saint-Thomas-en-Argonne, Servon-Melzicourt, Vienne-la-Ville, Vienne-le-Château, Ville-sur-Tourbe, Virginy, Wargemoulin-Hurlus, Argers, Belval-en-Argonne, Braux-Sainte-Cohière, La Chapelle-Felcourt, Les Charmontois, Le Châtelier, Châtirces, Chaudfontaine, Le Chemin, Courtémont, Dampierre-le-Château, Dommartin-Dampierre, Dommartin-sous-Hans, Dommartin-Varimont, Eclaires, Elise-Daucourt, Epense, Florent-en-Argonne, Givry-en-Argonne, Glzaucourt, Hans, Moiremont, La Neuville-au-Pont, La Neuville-aux-Bois, Noirlieu, Passavant-en-Argonne, Rapsécourt, Rémicourt, Saint-Mard-sur-Auve, Saint-Mard-sur-le-Mont, Sainte-Ménéhould, Sivry-Ante, Valmy, Verrières, Le Vieil-Dampierre, Villers-en-Argonne, Voilemont, Evres-en-Argonne (Meuse) et Rembercourt-Sommaise (Meuse), la création d'un syndicat mixte conformément à l'article L 5721-2 du code Général des Collectivités Territoriales ».*

▪ modification de l'article 6 :

*« Conformément aux délibérations concordantes des conseils municipaux, chaque commune sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire ayant une voix et un délégué suppléant appelé à siéger avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire.*

*La ville de Sainte-Ménéhould sera représentée par deux délégués titulaires ayant une voix chacun et deux délégués suppléants appelés à siéger avec une voix délibérative en cas d'empêchement d'un/des délégué(s) titulaire(s).*

*Les communes nouvellement adhérentes seront représentées chacune par un délégué titulaire et un délégué suppléant ».*

▪ modification de l'article 7

« Objet :

*Le syndicat a pour objet, dans la logique des prescriptions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine-Normandie, l'étude et la réalisation des travaux relatifs à la préservation, la restauration et l'entretien de l'Aisne, la Bionne, la Tourbe, l'Auve, l'Yèvre, l'Ante, la Biesme, l'Hardillon, l'Evre, le Thabas et leurs affluents, ainsi que l'ensemble de leurs annexes hydrauliques sur le territoire du département de la Marne et de la Meuse.*

Compétences :

*Dans le cadre de l'objet défini ci-dessus, le syndicat se porte maître d'ouvrage d'études et de travaux présentant un caractère d'intérêt général.*



Les compétences du syndicat sont :

- L'entretien, la protection et la restauration de la végétation des berges et leur reconstitution par plantation,
- La gestion des embâcles et atterrissements dans le respect des équilibres naturels,
- Les aménagements/travaux ayant pour objet la restauration hydromorphologique des cours d'eau,
- Les aménagements/travaux favorisant la diversité biologique,
- La mise en place de lits d'étiage,
- Les aménagements/travaux sur les ouvrages hydrauliques visant à rétablir la continuité écologique des cours d'eau,
- La reconstitution des zones humides, la reconnexion, la réhabilitation et la création de bras morts et autres annexes hydrauliques.

Le syndicat n'a pas pour compétence la lutte contre les inondations mais les travaux réalisés dans le cadre de ses compétences peuvent, le cas échéant, améliorer l'écoulement des eaux et limiter les inondations.

Les travaux menés par le syndicat doivent permettre de concilier l'écologie avec les différents usages de la ressource en eau, notamment l'agriculture.

Le syndicat fera dresser le projet des travaux, établir le plan de financement et les bases de répartition des dépenses entre les collectivités et intéressés. Il prendra toutes dispositions utiles pour la réalisation des études, la réalisation des travaux et pour assurer leur entretien.

Autres missions du syndicat :

- Un volet assistance technique : le syndicat peut porter une assistance technique au projet d'entretien, restauration ou aménagement des communes ou particuliers qui le souhaitent, sur des zones de cours d'eau, de plan d'eau ou de zones humides. Les modalités d'exécution ainsi que les modalités financières seront notifiées par une convention entre les acteurs concernés. Dans le cadre de cette assistance technique, les membres du bureau seront convoqués et pourront donner une suite favorable ou défavorable à chaque projet.
- Un volet information : le syndicat a la possibilité de réaliser des opérations de communication ou des animations auprès de structures publiques ou privées.

Budget :

Le budget du syndicat pourvoira aux dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions. A cet effet, chaque commune votera sur notification du comité syndical, les ressources nécessaires pour couvrir les frais de fonctionnement, les dépenses d'étude et de travaux et, de façon générale, les dépenses mises à sa charge par le comité syndical ».

CONSIDERANT QUE :

l'ensemble des membres du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Vallée de l'Aisne Supérieure a soit délibéré de manière favorable à la modification des statuts du syndicat ou soit n'a pas délibéré dans le délai des trois mois à compter de la notification de la délibération n° 2014-06-13 du 12 juin 2014 du SMAVAS, l'absence de délibération dans ce délai valant avis favorable,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les modifications des statuts du Syndicat mixte pour l'aménagement de la Vallée de l'Aisne Supérieure sont autorisées.

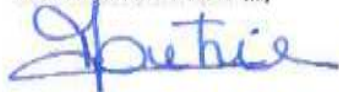
**ARTICLE 2** : Les statuts modifiés du Syndicat mixte pour l'aménagement de la Vallée de l'Aisne supérieure sont annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne, M. le Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Vallée de l'Aisne Supérieure, M. le Président de la Communauté de communes de Suipe et Vesle et Mmes et MM. les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Châlons-en-Champagne, le 13 NOV. 2014

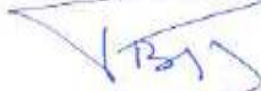
Le Préfet de la Marne,

Pour le Préfet de la Marne,  
Le Secrétaire Général,



Francis SOUTRIC

La Préfète de la Meuse,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Philippe BRUGNOT

## SOUS-PREFECTURES

### Sous-Préfecture de Reims

#### Communauté de communes Ardre et Châtillonnais

Par arrêté préfectoral n° 2014/SPR/PTDCL/18 en date du **4 novembre 2014**, a été autorisée la modification des statuts de la communauté de communes Ardre et Châtillonnais.

Cet acte est à la disposition du public à la Sous-Préfecture de Reims, Pôle territoires et développement - Service collectivités territoriales.

### Sous-Préfecture d'Epernay

#### Agréments de gardes particuliers

Par arrêté préfectoral n° 228/14/TG en date du **4 novembre 2014** ont été reconnues les aptitudes techniques de M. Cyrille PLACE, en qualité de garde particulier.

Par arrêté préfectoral n° 235/14/TG en date du **5 novembre 2014**, M. Cyrille PLACE a été agréé en qualité de garde-chasse particulier.

Par arrêté préfectoral n° 229/14/TG en date du **5 novembre 2014**, a été renouvelé l'agrément de M. Jean-Pierre CHARBAUX en qualité de garde particulier.



PRÉFET DE LA MARNE

**LE PRÉFET DE LA REGION CHAMPAGNE-ARDENNE  
PRÉFET DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

#### **Arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture de l'enquête concernant le projet remembrement de l'Association Foncière Urbaine « Les Bords du Cochots »**

**VU :**

- Le décret du Président de la République en date du 18 novembre 2011, nommant M. Didier LOTII, Sous-Préfet de l'arrondissement d'Epernay ;
- Le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 322-1 à L 322-16 et R 322-1 à R 322-40 ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R 11-20 et suivants ;
- L'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 51 ;
- Le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret n° 5-1350 du 14 octobre 1955 modifié pris pour son application ;
- Le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susvisée ;
- La décision du 12 décembre 2013 par laquelle la Commission départementale a arrêté, pour l'année 2014, la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur ;
- L'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 autorisant la création de l'association foncière urbaine « Les bords du Cochots », ayant pour objet le remembrement de terrains situés sur le territoire de la commune de Prouilly, lieux-dits « Derrière le Petit Moulin », « Le Petit Moulin », « L'Etang », « Les Chênevières du Petit Moulin », « Le Puits ilot », « Les Fourbettes » et la modification corrélative de l'assiette des droits de propriété, des charges et servitudes y attachées ;
- Le projet de remembrement élaboré par l'association foncière urbaine autorisée ;
- La délibération du 17 janvier 2014 par laquelle le conseil municipal a approuvé le projet de remembrement ;
- L'arrêté préfectoral du 30 juin 2014 portant délégation de signature à M. Didier LOTH, Sous-Préfet d'Epernay,
- SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture d'Epernay ;

## **ARRETE**

### **Article 1er :**

Il sera procédé à une enquête sur le projet de remembrement de terrains situés sur le territoire de la commune de Prouilly, parcelles cadastrées :

- **D** 1818, 1917, 1919, 1920, 1922, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1932, 1933, 1936, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2058, 2059, 2060, 2061, 2065, 2292, 2300, 2418, 2425, 2488, 2543, 2544, 2545, 2546, 2550, 2551, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2771, 2773, 2774, 2776, 2778, 2780, 2797, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2884, 2886, 2888, 2889, 2890 ;

- **ZB** 46, 47, 101 ;

et la modification corrélatrice de l'assiette des droits de propriété, des charges et servitudes y attachées, tel que ce projet résulte du dossier susvisé.

### **Article 2 :**

Est désigné, en qualité de commissaire-enquêteur, M. Michel CHOISY, domicilié 6, rue Eugène Ducretet à Reims (51 100).

### **Article 3 :**

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés à la mairie de Prouilly pendant 18 jours consécutifs, **du 2 décembre 2014 au 19 décembre 2014 inclus**, afin que chacun puisse les consulter, aux jours et heures habituels du secrétariat et en dehors de ces horaires aux dates et heures sollicitées auprès du maire, et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au maire ou au commissaire-enquêteur.

### **Article 4 :**

M. le commissaire-enquêteur se tiendra à la mairie de Prouilly pendant les 3 derniers jours de l'enquête publique soit :

- le **mercredi 17 décembre 2014 de 9 h à 11 h** ,
- le **jeudi 18 décembre 2014 de 9 h à 11 h**
- le **vendredi 19 décembre 2014 de 9 h à 11 h**

afin de recevoir les observations du public.

### **Article 5 :**

A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 3, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Il adressera l'ensemble du dossier avec son avis dans un délai de 30 jours au Sous-Préfet d' Epernay.

### **Article 6 :**

Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Prouilly, à la porte principale de la mairie ainsi qu'aux endroits apparents et fréquentés du public, désigné par arrêté municipal. L'accomplissement de cette mesure de publicité sera certifié par le maire de la commune.



Un avis d'enquête, indiquant notamment son objet ; les dates d'ouverture et clôture de l'enquête publique ; la durée et le lieu du dépôt des pièces et du registre destiné à recevoir les observations ; le nom, le lieu, les jours et heures de permanence du commissaire-enquêteur, sera en outre inséré dans un journal d'annonces légales du département huit jours au moins avant le début de l'enquête publique. Un exemplaire de ce document sera annexé au dossier d'enquête.

**Article 7 :**

Notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, sera faite aux propriétaires figurant sur les états parcellaires avant et après remembrement compris dans le dossier d'enquête, par les soins du président de l'Association Foncière Urbaine « Les bords du Cochots » à Prouilly.

**Article 8 :**

M. le Sous-Préfet d'Eprenay, M. le Maire de Prouilly et M. le Président de l'Association Foncière Urbaine « Les bords du Cochots » à Prouilly, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à M. le Directeur Départemental des Territoires.

Eprenay, le **14 NOV. 2014**

Pour le Préfet  
Et par délégation,  
Le Sous-Préfet d'Eprenay,





PRÉFET DE LA MARNE

Arrêté préfectoral

portant agrément de M. Henri MARANGE  
en qualité de garde-chasse particulier

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne  
Préfet de la Marne

VU le code de procédure pénale, notamment son article 29, 29-1 et R. 15-33-24 à R. 33-29-2 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 428-25 / R. 437-3-1 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 novembre 2013 donnant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, sous-préfet de l'arrondissement de Vitry-le-François ;

VU la commission délivrée par M. Lionel THUROT à M. Henri MARANGE, par laquelle il lui confie la surveillance de ses droits de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 septembre 2009 reconnaissant l'aptitude technique de M. Henri MARANGE ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture,

### **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>.** - M. Henri MARANGE,  
né le 23 mars 1945 à Giffaumont (51)  
demeurant 11, chemin de la Fosse aux Loups à Loisy-sur-Marne,  
**EST AGRÉÉ** en qualité de **GARDE-CHASSE PARTICULIER** pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse qui portent préjudice au détenteur des droits de chasse qui l'emploie.

**Article 2.** - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée au territoire pour lequel M. Henri MARANGE a été commissionné par son employeur et agréé. En dehors de ce territoire, il n'a pas compétence pour dresser procès-verbal.

La liste des propriétés ou des territoires concernés est annexée au présent arrêté.

**Article 3.** - Le présent agrément est délivré pour une durée de CINQ ANS.

**Article 4.** - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Henri MARANGE doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

**Article 5.** - Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture de Vitry-le-François en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

**Article 6.** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la sous-préfecture de Vitry-le-François dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

**Article 7.** - Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture de Vitry-le-François est chargée de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Henri MARANGE.

Vitry-le-François, le

22 SEP. 2017



Le sous-préfet

Thierry MAILLES

Annexe à l'arrêté préfectoral du

22 SEP. 2014

portant agrément de M. Henri MARANGÉ en qualité de garde-chasse particulier.

Les compétences de M. Henri MARANGÉ agréé en qualité de garde-chasse particulier sont strictement limitées aux propriétés ou territoires suivants :

Propriétés forestières et rurales pour lesquelles la société de chasse de Loisy-sur-Marne dispose en propre des droits de chasse sur le territoire des communes suivantes :

Les propriétés à surveiller sont situées sur la Commune de Loisy s/Marne :

AA	Le Chemin Barré - Le Village - Le Château - Le Hamon -
AB	L'Accin de la Vieille Vigne - Le Village - Le Part -
AC	Les Grèves -
AD	L'Accin au Tremble - Le Village -
AE	Le Bas de la Chevrue -
ZA	La Corne Buire - La Blanche Voie - Les Longues Roies -
ZI	La Fontaine le Prêtre - Taucelle - Le Routigneul -
ZK	Le Potat - Le Grand Pré - Devant Villers - Devant Villers Nord -
ZL	Le haut des Cocrilles - Le Bas de la Rosette - La Rosette Ouest - Les Petits Hauts Champs - La Rosette Est -
ZM	Le Pré Payen - Les Hauts Champs - Le Cugnot le Bain -
ZN	La Gorgeatte - Le Champ Borné -
ZO	Le Champ Caillou - La Noue Vignat - Le Terme Lejat - La Noue Chaillot -
ZP	Le Revers de Vaté - Le Revers de Vignat -
ZR	Le Revers de Vignat - La Clôture des Vignes - L'ormeau Montet - Le Champ Pigeon - La Fosse aux Loups - Au Dessus du Mont Donat - Entre Haute et Basse Voie -
ZS	La Haute Voie - Les Grèves -
ZT	Les Grèves - Sur le Gué -
ZV	La Noue Bouchat - La Chevrue - Les Lusottes -
ZW	Le Cheminat - Les Lusottes - Le Haut de l'Etang -
C1	Les Lusottes - Les Bois de la Presle - Les Saulx Brunet - Le Grand Champ - Le Biez du Moulin - La Fosse aux Loups -
D1	Sous les Jards - La Fontaine le Prêtre - Le Noyer le Rat - Le Routigneul - Derrière le Routigneul - Les Rivelles -
D2	Les Vieux Plançons - Devant Villers - Sur le Gué -
E1	Le Haut des Cocrilles - Les Prés au Pont - Les Loies Nord - Les Grèves - Le Bois Pierron - La Lice - Le Pré Payen -
E2	Les Loies Sud - Le Cuvet - Les Hauts Chapons - La Limbière - Le Pré Marronnier - Les Fosses - Les Hauts Champs -

Et sur la commune de Maisons-en-Champagne

XA n° 12 à 30	Les Jeunes Perrières
---------------	----------------------





## PRÉFET DE LA MARNE

### Arrêté préfectoral

portant agrément de M. Henri MARANGE  
en qualité de garde-chasse particulier

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne  
Préfet de la Marne

VU le code de procédure pénale, notamment son article 29, 29-1 et R. 15-33-24 à R. 33-29-2 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 428-25 / R. 437-3-1 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 novembre 2013 donnant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, sous-préfet de l'arrondissement de Vitry-le-François ;

VU la demande de M. Bernard GIRAUX, président de l'amicale de chasse du Château de Maisons-en-Champagne, détenteur de droits de chasse sur les communes de Maisons-en-Champagne, Blacy et Songy ;

VU la commission délivrée par M. Bernard GIRAUX à M. Henri MARANGE, par laquelle il lui confie la surveillance de ses droits de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 septembre 2009 reconnaissant l'aptitude technique de M. Henri MARANGE ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture,

### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** - M. Henri MARANGE,  
né le 23 mars 1945 à Giffaumont (51)  
demeurant 11, chemin de la Fosse aux Loups à Loisy-sur-Marne,  
**EST AGRÉÉ** en qualité de **GARDE-CHASSE PARTICULIER** pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse qui portent préjudice au détenteur des droits de chasse qui l'emploie.

**Article 2.** - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée au territoire pour lequel M. Henri MARANGE a été commissionné par son employeur et agréé. En dehors de ce territoire, il n'a pas compétence pour dresser procès-verbal.

La liste des propriétés ou des territoires concernés est annexée au présent arrêté.

**Article 3.** - Le présent agrément est délivré pour une durée de CINQ ANS.

**Article 4.** - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Henri MARANGE doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

**Article 5.** - Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture de Vitry-le-François en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

**Article 6.** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la sous-préfecture de Vitry-le-François dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

**Article 7.** - Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture de Vitry-le-François est chargée de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Henri MARANGE.

Vitry-le-François, le 22 SEP. 2014



Le sous-préfet

Thierry MAILLES

Annexe à l'arrêté préfectoral du 22 SEP. 2014

portant agrément de M. Henri MARANGE en qualité de garde-chasse particulier.

Les compétences de M. Henri MARANGE agréé en qualité de garde-chasse particulier sont strictement limitées aux propriétés ou territoires suivants :

Propriétés forestières et rurales pour lesquelles l'amicale de chasse du Château de Maisons-en-Champagne dispose en propre des droits de chasse sur le territoire des communes suivantes :

Commune de Maisons-en-Champagne, lieu-dit route de Loisy, section E 2  
lieu-dit la pièce de la grande Abba, section E 3  
lieu-dit la Garenne, sections E 4 à 15  
lieu-dit le bois de l'Etang, sections E 16 à 23  
lieu-dit l'Etang, sections E 24 à 31  
lieu-dit la Citadelle, sections E 35 à 37  
lieu-dit les Terres le cerf, section YT 71  
lieu-dit les Vieilles Perrières, section XE12 à 15  
lieu-dit La Noue Demoiselle, section YW 12, YW 62  
lieu-dit La Vigne aux Loups, section XB 2  
lieu-dit le Bâton de Collier, sections XD 1 et 3  
lieu-dit le Haut de la Bothière, sections XD 5 6 et 8,

Commune de Blacy, lieu-dit la Perrière, sections ZB 44, 45, 46, 47, 48, 50, 52, 53 et 54  
lieu-dit l'Homme tué, section ZA 18  
lieu-dit Les Parquets, sections ZA 63 à 65  
lieu-dit Noue Chateau, section ZB 18

Commune de Songy, lieu-dit la Grande Perrière, sections ZX 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 13 et 14  
lieu-dit le Terme Bragny, sections ZW 27, 25, 1, 49, 4, 28, 5, 6, 137 et 138  
lieu-dit le Mont Robert, section ZV 48 et 49



PRÉFET DE LA MARNE

Arrêté préfectoral

portant agrément de M. Bernard RIZZOLI  
en qualité de garde-chasse particulier

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne,  
Préfet de la Marne,

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R. 15-33-24 à R.33-29-2 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 428-25 / R. 437-3-1 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 septembre 2014 donnant délégation de signature en cette matière à M. Thierry MAILLES, sous-préfet de l'arrondissement de Vitry-le-François ;

VU la commission délivrée par M. Bernard VANKEMMEL à M. Bernard RIZZOLI par laquelle il lui confie la surveillance de ses droits de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 octobre 2014 reconnaissant l'aptitude technique de M. Bernard RIZZOLI ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>.** - M. Bernard RIZZOLI

né le 5 mars 1947 à Vitry-le-François (51)

demeurant 9, Chemin des Vignes à Vitry-enPerthois,

**EST AGRÉÉ** en qualité de **GARDE PARTICULIER** pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux droits de chasse de M. Bernard VANKEMMEL sur le territoire de la commune de Lignon.

**Article 2.** - La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

**Article 3.** - Le présent agrément est délivré pour une durée de CINQ ANS.

**Article 4.** - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Bernard RIZZOLI doit être porteur en permanence du présent agrément ou de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

**Article 5.** - Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture de Vitry-le-François en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

4 rue Maître Edmé - BP 412 - 51308 VITRY LE FRANÇOIS CEDEX - Téléphone 03 26 74 00 54 - Télécopie 03 26 72 37 90  
E-mail : sous-prefecture-de-vitry-le-francois@marne.gouv.fr - www.marne.gouv.fr

**Article 6.** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès de la sous-préfecture de Vitry-le-François ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif.

**Article 7.** - Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture de Vitry-le-François est chargée de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Bernard RIZZOLI.



Vitry-le-François, le 22 OCT. 2014

Le sous-préfet

Thierry MAILLES

Annexe à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2014

portant agrément de M. Bernard RIZZOLI en qualité de garde-chasse particulier.

Les compétences de M. Bernard RIZZOLI, agréé en qualité de garde-chasse particulier, sont strictement limitées aux propriétés ou territoires pour lesquels M. Bernard VANKEMMEL dispose en propre des droits de chasse à Lignon : voir plan en annexe.





PRÉFET DE LA MARNE

Arrêté préfectoral

portant agrément de M. Daniel ALEX  
en qualité de garde-chasse particulier

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne,  
Préfet de la Marne,

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles L 29, 29-1 et R. 15-33-24 à R.33-29-2 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 428-25 / R. 437-3-1 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 septembre 2014 donnant délégation de signature en cette matière à M. Thierry MAILLES, sous-préfet de l'arrondissement de Vitry-le-François ;

VU la commission délivrée par M. Stéphane BRIQUET à M. Daniel ALEX par laquelle il lui confie la surveillance de ses droits de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 février 2010 reconnaissant l'aptitude technique de Daniel ALEX ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>.** - M. Daniel ALEX  
né le 7 octobre 1949 à Vitry-le-François (51)  
demeurant 15, Chemin de l'Augemahout à Pringy,  
**EST AGRÉÉ** en qualité de **GARDE PARTICULIER** pour constater tous délits et  
contraventions qui portent atteinte aux droits de chasse de M. Stéphane BRIQUET sur le  
territoire de la commune de Pringy.

**Article 2.** - La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission  
annexée au présent arrêté.

**Article 3.** - Le présent agrément est délivré pour une durée de CINQ ANS.

**Article 4.** - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Daniel ALEX doit être porteur en permanence  
du présent agrément ou de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui  
en fait la demande.

**Article 5.** - Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture de Vitry-le-François en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

4 rue Maître Édme - BP 412 - 51308 VITRY LE FRANÇOIS CEDEX - Téléphone 03 26 74 00 54 - Télécopie 03 26 72 37 90  
E-mail : sous-préfecture-de-vitry-le-francois@marne.gouv.fr - www.marne.gouv.fr

**Article 6.** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date  
de sa notification, d'un recours gracieux auprès de la sous-préfecture de Vitry-le-François ou  
d'un recours contentieux devant le tribunal administratif.

**Article 7.** - Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture de Vitry-le-François est chargée de  
l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Daniel ALEX.



Vitry-le-François, le 7 NOV. 2014

Le sous-préfet

Thierry MAILLES

Annexe à l'arrêté préfectoral du 7 NOV. 2014

portant agrément de M. Daniel ALEX en qualité de garde-chasse particulier.

Les compétences de M. Daniel ALEX, agréé en qualité de garde-chasse particulier, sont  
strictement limitées aux propriétés ou territoires suivants :

Propriétés forestières et rurales pour lesquelles M. Stéphane BRIQUET dispose en propre des  
droits de chasse sur les territoires suivants :



PRÉFET DE LA MARNE

**ARRETE PORTANT AGREMENT DE SURETE EN QUALITE D'EXPLOITANT D'AERODROME  
DE CHALONS VATRY**

\*\*\*\*\*

**Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne  
Préfet de la Marne**

\*\*\*\*\*

Vu le règlement (CE) n°300/2008 du Parlement européen et du Conseil modifié du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et abrogeant le règlement (CE) n°2320/2002 ;

Vu le règlement (UE) n°185/2010 de la Commission modifié du 4 mars 2010 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile ;

Vu la décision C(2010)774 de la Commission modifiée du 13 avril 2010 définissant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation contenant des informations visées à l'article 18, point a), du règlement (CE) n°300/2008 ;

Vu le code des transports, notamment son article L. 6342-1 ;

Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles R. 213-2 et R. 213-2-1 ;

Vu le décret n°2008-1299 du 11 décembre 2008 créant la direction de la sécurité de l'aviation civile, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 5 octobre 2012 pris en application de l'article R. 213-2 du code de l'aviation civile relatif aux agréments de sûreté des exploitants d'aérodrome et des entreprises de transport aérien ;

Vu la méthodologie standardisée établie par la direction de la sécurité de l'aviation civile et fixant la procédure d'instruction des demandes déposées en vue d'obtenir l'agrément de sûreté d'exploitant d'aérodrome, du suivi et du renouvellement de ce dernier ;

Vu la demande en date du 31 octobre 2013 présentée par la société Société d'Exploitation de Vatry Europort en vue d'obtenir un agrément de sûreté ;

Après instruction de la demande d'agrément de sûreté par les services de la direction de la sécurité de l'Aviation civile ;

4 rue Maître Édme - BP 412 - 51308 VITRY LE FRANÇOIS CEDEX - Téléphone 03 26 74 00 54 - Télécopie 03 26 72 37 90  
E-mail : sous-prefecture-de-vitry-le-francois@marne.gouv.fr - www.marne.gouv.fr

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'agrément de sûreté en qualité d'exploitant d'aérodrome de Châlons Vatry est délivré à la Société d'Exploitation de Vatry Europort. Cet agrément est valable, sauf cas de suspension ou de retrait, pour une durée de cinq années à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 2**

Le présent arrêté est notifié par le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord Est à la Société d'Exploitation de Vatry Europort.

Fait le **10 NOV. 2014**

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet

Thierry MAILLES



*En application des articles R. 421-1 et R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté devant la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.*

## COMMUNAUTE DE COMMUNES SAULX ET BRUXENELLE

### Extension des compétences obligatoires

Par arrêté préfectoral en date du **25 novembre 2014** a été autorisée l'extension des compétences obligatoires de la communauté de communes Saulx et Bruzenelle à l'élaboration, la gestion et le suivi du schéma de cohérence territoriale (SCOT).

Cet arrêté, ainsi que les statuts de la communauté de communes qui y sont annexés, peuvent être consultés à la sous-préfecture de Vitry-le-François.

## SERVICES DECONCENTRES

## DDCSPP

### Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage

#### ARRETE MODIFICATIF

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne  
Préfet de la Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

#### VU :

- la loi n°614-2000 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, et notamment son article L 124-1 à L124-4 et R124-1 à R124-8 ;
- la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009,
- le décret n°2001-540 du 25 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage ;
- l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2001 relatif à la constitution de la commission départementale consultative des gens du voyage,
- l'arrêté préfectoral modificatif du 4 décembre 2001 ;
- l'arrêté préfectoral modificatif du 27 octobre 2006 ;
- l'arrêté préfectoral modificatif du 25 octobre 2007 ;
- l'arrêté préfectoral modificatif du 8 juin 2009 ;
- l'arrêté préfectoral modificatif du 10 octobre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral modificatif du 9 novembre 2012;
- l'arrêté préfectoral modificatif du 1<sup>er</sup> février 2013;
- le courriel du 6 octobre 2014 de l'association des Maires de la Marne désignant ses nouveaux représentants.

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne,

#### ARRETE

#### Article 1<sup>er</sup> :

L'article 2 de l'arrêté du 9 novembre 2012 est ainsi remplacé :

#### Composition de la commission départementale consultative des gens du voyage

##### Au titre des services de l'Etat

Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, ou son représentant

M. le Directeur Départemental des Territoires, ou son représentant

Mme la Directrice Académique des services départementaux de l'éducation nationale ou son représentant

M. le Commissaire Divisionnaire, Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou son représentant

M. le Colonel, Commandant le groupement de la gendarmerie de la Marne ou son représentant

##### Titulaires

##### Suppléants

##### Au titre du Conseil Général

M. Alphonse SCHWEIN, Conseiller général, Maire de Vaudesincourt

M. Dominique LEVEQUE, Conseiller général, Maire d'Ay Champagne

M. Pascal DESAUTELS, Conseiller général, Maire d'Oger

Mme Olivette BARRE, Conseillère générale,

M. Jean-Louis DEVAUX, Conseiller général, Adjoint au maire de Châlons en Champagne

M. Gilles DULION, Délégué de la CC d'Épernay – Pays de

M. Alain AVART, Délégué de la CC d'Épernay – Pays de

Champagne	Champagne
M.Frédéric LEPAN, Maire de Prunay	M.Christian BRUYEN, Maire de Dormans
M.Laurent BURKEL, Adjoint au maire de Vitry le François	M.François GOULET, Adjoint au maire de Sainte Ménéhould
Monsieur Xavier ALBERTINI, Adjoint au maire de Reims	M.Jean-Pierre PINON, Maire de Fismes
Monsieur Hervé MAILLET, Maire de Sarry	Christian LEFEVRE, Adjoint à Tinquieux
Au titre des associations représentatives des gens du voyage et intervenant auprès des gens du voyage, et personnalités qualifiées	
M.Didier ALLEMAND, Représentant de l'Association Sociale Nationale Internationale Tzigane	M.Didier DUFRESNE, Représentant de l'Association Sociale Nationale Internationale Tzigane
M.le Directeur de la FNASAT	
Mme Danielle QUANTINET, Présidente de l'UDAF de la Marne	M.Hervé ALLIER, Directeur de l'Union Départementale des associations Familiales de la Marne (UDAF)
M.Stéphane JOLY, Vice président du CCAS de Reims	M. Arnaud BURGAUD, Responsable du service accueil des gens du voyage du CCAS de Reims
M.Antoine CHIQUET, Représentant du syndicat des vignerons de Champagne	M. Christophe PERNET, Représentant du syndicat des vignerons de Champagne
Au titre de la Caisse d'Allocations Familiales de la Marne	
M. Ludovic DUBLE, Président du Conseil d'Administration	M. Jean-François HELM, 1 <sup>er</sup> Vice - Président
Au titre de la Mutualité Sociale Agricole	
Mme Céline GOOSSE, Administratrice	M.Gérard POIX, Administrateur

#### Article 2 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne et M. le Président du Conseil Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Copie du présent arrêté sera également transmise à MM. les Sous Préfets d'Épernay, Reims et Vitry le François.

Châlons-en-Champagne, le **13 novembre 2014**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général,  
Francis SOUTRIC

### Arrêté préfectoral portant modification de la composition de la commission de médiation du département de la Marne

Le PREFET de la région Champagne-Ardenne, PREFET du Département de la Marne,  
Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L. 441-2-3 et R. 441-13 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2014 portant renouvellement de la composition de la commission de médiation de la Marne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;

VU les propositions des organismes intervenant pour le logement des personnes défavorisées dans le parc privé et agréés au titre des activités de maîtrise d'ouvrage mentionnées à l'article L. 365-2 ou des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale mentionnées à l'article L. 365-4 en application du décret du 11 février 2014 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne,

#### **ARRETE :**

**Article 1 :** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2014 portant renouvellement de la composition de la commission de médiation du département de la Marne est modifié ainsi qu'il suit :

Les membres nommés au titre des représentants « les autres propriétaires bailleurs », sont remplacés, en application du décret du 11 février 2014, par deux représentants des organismes intervenant pour le logement des personnes défavorisées dans le parc privé et agréés au titre des activités de maîtrise d'ouvrage mentionnées à l'article L. 365-2 ou des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale mentionnées à l'article L. 365-4 en application du décret du 11 février 2014 ;

**Titulaire :** M. Pierre PARENT, Directeur de l'association NOEL PAINDAVOINE

**Suppléant :** Mme Virginie OUIN, Coordinatrice des services vie active de l'association NOEL PAINDAVOINE.

**Article 2 :** Les autres dispositions de l'arrêté du 6 janvier 2014 sont inchangées.

**Article 3 :** Cet arrêté prend effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014, annule et remplace l'arrêté en date du 6 janvier 2014.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Marne et dont une copie sera adressée à chaque membre de la commission.

Châlons en Champagne, le **23 juillet 2014**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par suppléance,  
Michel BERNARD



*Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations*

**LE PRÉFET DE LA REGION CHAMPAGNE ARDENNE  
PRÉFET DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

**Vu** le code de l'action sociale et des familles,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1977 autorisant le Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale « Foyer des Jacobins », situé 5 rue des jacobins à Reims,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 mars 1987 autorisant l'accueil de public spécifique au Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale « Foyer des Jacobins »,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2008 autorisant l'extension de 1 place au Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale « Foyer des Jacobins », et portant la capacité de l'établissement à 12 places,

**Vu** le contrat passé entre l'association Le Mars à Reims et l'Etat signé le 29 mai 2013,

**CONSIDERANT :**

que le besoin d'adapter l'offre d'hébergement en Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale au public demandeur, notamment les hommes seuls, est reconnu dans le département de la Marne,

Sur proposition de madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne,

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'association Le Mars gestionnaire du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Foyer des Jacobins » situé 19, rue du jard à Reims, est autorisée à augmenter sa capacité en créant 3 places d'hébergement sous statut CHRS à Châlons-en-Champagne.

4 Rue de Vinetz - CS 40266 - 51011 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX -- Téléphone 03 26 66 78 78 -- Télécopie 03 26 65 38 49

**Article 2 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois CO 50015 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne et madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **24 NOV. 2014**

Le Préfet,

Le Secrétaire Général  


**Francis SOUTRIC**

*Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations*

**LE PRÉFET DE LA REGION CHAMPAGNE ARDENNE  
PRÉFET DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

**Vu** le code de l'action sociale et des familles,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1981 autorisant le Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale « Jamais Seul », situé 12 allée des Provençaux à Reims,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 autorisant l'extension de 4 places « Placement Sous Surveillance Electronique » du Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale « Jamais Seul », et portant la capacité de l'établissement à 33 places,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juin 2007 autorisant l'extension de 4 places du Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale « Jamais Seul », et portant la capacité de l'établissement à 37 places,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2008 autorisant l'extension de 11 places du Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale « Jamais Seul », et portant la capacité de l'établissement à 48 places dont 6 réservées à l'hébergement d'urgence,

**Vu** le contrat passé entre l'association Jamais Seul à Reims et l'Etat signé le 18 juillet 2013,

**CONSIDERANT :**

que le besoin d'adapter l'accueil en places d'hébergement au public demandeur, notamment les hommes seuls, est reconnu dans le département de la Marne,

Sur proposition de madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne,

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'association Jamais Seul gestionnaire du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) situé 4, boulevard Berlioz, La Neuville à Reims, est autorisée à accueillir tous les publics au sein du CHRS tant sur les places d'hébergement d'insertion que d'urgence.

**Article 2 :**

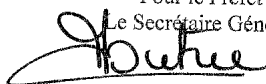
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois CO 50015 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne et madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le - 3 NOV. 2014

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Francis SOUTRIC



*Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations*

### **Arrêté**

#### **Portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51**

**LE PRÉFET DE LA REGION CHAMPAGNE ARDENNE  
PRÉFET DU DEPARTEMENT DE LA MARNE  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles notamment ses articles L.312-7 et R.312-194-1 à R. 312-194-25,

Vu la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 en date du 29 septembre 2010,

Sur proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la protection des Populations de la Marne,

### **ARRETE**

#### Article 1er :

La convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 est approuvée.

#### Article 2 :

Le groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 a pour objet :

- de simplifier les démarches d'accès à l'hébergement ou au logement (ordinaire ou adapté) pour les personnes sans domicile fixe, et simplifier l'intervention des travailleurs sociaux qui les accompagnent,
- de traiter avec équité les demandes en s'appuyant sur la connaissance des dispositifs de l'ensemble de l'offre existante : orienter la personne en fonction de ses besoins et non seulement en fonction de la disponibilité de telle ou telle place,
- de coordonner les différents acteurs, de la veille sociale jusqu'au logement et améliorer la fluidité hébergement – logement,
- de participer à la constitution d'observatoires locaux, afin de mieux évaluer les besoins et les réponses apportées.

4 Rue de Vinetz - CS 40266 - 51011 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX – Téléphone 03 26 66 78 78 – Télécopie 03 26 65 38 49

Article 3 :

Les membres du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 sont :

l'association Croix Rouge Française, 22, Avenue du Général Eisenhower 51100 Reims, représentée par Monsieur Daniel GUY, Président du Conseil de Surveillance du Pôle Social Départemental de la Marne,

l'association "Jamais Seul", 12, Allée des Provençaux, 51100 Reims, représentée par Madame Sandrine DELANGLE, Présidente,

le Centre Communal d'Action Sociale de Reims, 11, Rue Voltaire, 51100 Reims, représenté par Monsieur Stéphane JOLY, Vice-président,

la Fondation de l'Armée du Salut, 10, rue Goÿot à 51100 Reims, représentée par Monsieur Richard GROSJEAN, Directeur.

M. Richard GROSJEAN, directeur de la Fondation Armée du Salut à Reims a été élu administrateur du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 pour une durée de trois ans.

Article 4 :

Le siège du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 est situé 63 esplanade Eisenhower 51100 Reims.

Article 5 :

Le groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 est constitué pour une durée de trois ans.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Châlons en Champagne, le 27 OCT. 2010

LE PREFET



Michel GUILLOT

*Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations*

### **Arrêté**

**Portant approbation de l'avenant n°1 modifiant la convention constitutive  
du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51**

**LE PRÉFET DE LA REGION CHAMPAGNE ARDENNE  
PRÉFET DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

- Vu le code de l'action sociale et des familles notamment ses articles L.312-7, L.345-2 à L.345-2-8 et R.312-194-1 à R. 312-194-25,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2010, approuvant la constitution du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51,
- Vu la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 en date du 29 septembre 2010,
- Vu l'avenant n°1 en date du décembre 2013 modifiant la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51,

Sur proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la protection des Populations de la Marne,

### **ARRETE**

#### Article 1er :

L'avenant n° 1 à la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 est approuvé.

#### Article 2 :

Les membres du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 sont :

l'association Croix Rouge Française, 22, Avenue du Général Eisenhower 51100 Reims, représentée par Monsieur Daniel GUY, Président du Conseil de Surveillance du Pôle Social Départemental de la Marne,

l'association "Jamais Seul", 12, Allée des Provençaux, 51100 Reims, représentée par Madame Sandrine DELANGLE, Présidente,

le Centre Communal d'Action Sociale de Reims, 11, Rue Voltaire, 51100 Reims, représenté par Monsieur Franck NOEL, Vice-président,


la Fondation de l'Armée du Salut, 42 rue de Taissy à 51100 Reims, représentée par Monsieur Philippe WATTIER, Directeur,

le Centre Communal d'Action Sociale de Châlons-en-Champagne, 9, Rue Carnot, 51000 Châlons-en-Champagne, représenté par Madame Elisa SCHAJER, Vice-président.

Monsieur Patrick PELATAN, directeur de l'association "Jamais Seul", à Reims a été élu administrateur du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51. Son mandat prendra fin le 30 septembre 2014.

Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Châlons-en-Champagne, le 20 MAI 2014  
LE PREFET  
  
Pierre DARTOUT

*Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations*

**Arrêté**

**Portant approbation de l'avenant n°2 modifiant la convention constitutive  
du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51**

**LE PRÉFET DE LA REGION CHAMPAGNE ARDENNE  
PRÉFET DU DEPARTEMENT DE LA MARNE**

- Vu le code de l'action sociale et des familles notamment ses articles L.312-7, L.345-2 à L.345-2-11 et R.312-194-1 à R. 312-194-25,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2010, approuvant la constitution du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 mai 2014, approuvant la modification de la constitution du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51,
- Vu la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 en date du 29 septembre 2010,
- Vu la délibération du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 réunie en assemblée plénière le 22 octobre 2014,

Sur proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la protection des Populations de la Marne,

**ARRETE**

Article 1er :

Les décisions modifiant la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 sont approuvées.

Article 2 :

Les membres du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 sont :

l'association Croix Rouge Française, 22, Avenue du Général Eisenhower 51100 Reims, représentée par Monsieur Daniel GUY, Président du Conseil de Surveillance du Pôle Social Départemental de la Marne,

l'association "Jamais Seul", 12, Allée des Provençaux, 51100 Reims, représentée par Monsieur Ronald SCHOLMAN,

le Centre Communal d'Action Sociale de Reims, 11, Rue Voltaire, 51100 Reims, représenté par Monsieur Franck NOEL, Vice-président,

la Fondation de l'Armée du Salut, 42 rue de Taissy à 51100 Reims, représentée par Monsieur Philippe WATTIER, Directeur,

le Centre Communal d'Action Sociale de Châlons-en-Champagne, 9, Rue Carnot, 51000 Châlons-en-Champagne, représenté par Madame Elisa SCHAJER, Vice-président,

L'association « Le club de prévention », 4 rue Léger Bertin 51200 Epernay, représentée par Madame Marie-Line CANADA, présidente.

Article 3 :

Monsieur Jean-Luc GEOFFROY, a été élu administrateur du groupement de coopération sociale et médico-sociale SIAO 51 à compter du 22 octobre 2014, pour une durée de 3 ans. Son mandat prendra fin le 22 octobre 2017.

M. Philippe WATTIER a été désigné trésorier du groupement à compter du 22 octobre 2014, pour une durée de 3 ans. Son mandat prendra fin le 22 octobre 2017.

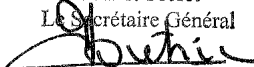
M. Sylvain LAMOUREUX a été désigné secrétaire du groupement à compter du 22 octobre 2014, pour une durée de 3 ans. Son mandat prendra fin le 22 octobre 2017.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Marne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Châlons en Champagne, le 24 NOV. 2014  
Pour le Préfet

Le Secrétaire Général



Francis SOUTRIC

---

**Arrêté préfectoral portant modification de la composition  
de la commission de médiation du département de la Marne**

Le PREFET de la région Champagne-Ardenne, PREFET du Département de la Marne,  
Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L. 441-2-3 et R. 441-13 du code de la construction et de l'habitation ;  
VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 portant création de la commission de médiation dans le département de la Marne ;  
VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2014 portant renouvellement de la composition de la commission de médiation du département de la Marne ;  
VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2014 portant modification de la composition de la commission de médiation du département de la Marne ;  
VU la proposition de M. le Président de l'association des Maires de la Marne en date du 13 octobre 2014 ;  
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne,

ARRÊTE :

Article 1 : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2014 portant renouvellement de la composition de la commission de médiation du département de la Marne est modifié ainsi qu'il suit :

**En ce qui concerne les représentants de l'État :**

Titulaire : Mme Mireille FOUILLAUD, Secrétaire Générale, Sous-Préfecture de Reims ;  
Suppléant : Mme Julie RENARD, Adjointe au Chef du Service d'Animation Territorial, Sous-préfecture de Reims

Titulaire : Mme Nathalie RONGIER, Adjointe au Chef du Service Habitat et Ville Durable, DDT  
Suppléant : Mme Juliette JACQUESSON, Cheffe de la Cellule Logement Social, DDT

Titulaire : Mme Nathalie DENOYELLE, Responsable du Bureau Accès et Maintien dans le Logement, DDCSPP  
Suppléant : Mme Évelyne CHRETIEN-DUCHAMP, Cheffe du Service Politiques d'Insertion par l'Hébergement et le Logement, DDCSPP

**En ce qui concerne les représentants des communes désignés par l'association des maires du département :**

Titulaire : M. Gérard TINDILLERE, Adjoint de Vitry-le-François  
Suppléant : M. Dominique LEVEQUE, Maire d'Ay

Titulaire : M. Ludovic CHASSIGNEUX, Adjoint de Châlons-en-Champagne  
Suppléant : M. Jean-François QUINCHE, Adjoint de Sézanne

**En ce qui concerne les représentants des associations agréées dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées œuvrant dans le département :**

Titulaire : Mme Marie-Pierre GUY, Directrice adjointe Fondation Armée du Salut de la Marne  
Suppléant : M. Mathieu PICARD, Directeur du Club de Prévention

Titulaire : Mme Chantale RICHET, Administratrice UDAF  
Suppléant : M. Vincent GRUSON, Directeur du pôle social départemental de la Croix Rouge Française

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté du 23 juillet 2014 sont inchangées.

Article 3 : Cet arrêté prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, annule et remplace l'arrêté en date du 23 juillet 2014.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Marne et dont une copie sera adressée à chaque membre de la commission.

Châlons en Champagne, le  
Le Préfet,

**DDT**



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Départementale des Territoires  
Service Environnement et Prévention des Risques

**Arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/198**  
**portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2011/DDT/SEPR/2121 du 15 juin 2011**  
**renouvelant la composition de la Commission Locale de l'Eau**  
**du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des Deux MORIN**

**Le préfet de Seine-et-Marne,**  
**Officier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'Environnement et notamment ses articles L.212-3 à L.212-11 et R.212-29 à R.212-34;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux « SAGE »;

**VU** le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 7 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Nicolas de MAISTRE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté du Premier Ministre en date du 14 juin 2013 nommant Monsieur Yves SCHENFEIGEL, directeur départemental des territoires de Seine et Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral 14/PCAD/140 en date du 1er septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Nicolas de MAISTRE, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance ;

**VU** l'arrêté préfectoral 14/PCAD/92 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Yves SCHENFEIGEL, administrateur civil hors classe, directeur départemental de Seine et Marne ;



VU l'arrêté préfectoral n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 du Préfet de la Région Île de France coordonnateur du bassin Seine Normandie approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011/DDT/SEPR/212 du 15 juin 2011 portant renouvellement de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE des Deux MORIN ;

VU les courriers du 18 avril 2014 du directeur départementale des territoires de Seine et Marne adressé aux collectivités territoriales, à leurs groupements, et aux établissements publics locaux du collège des collectivités de la CLE du SAGE des Deux MORIN pour leur demander de désigner un représentant à cette CLE suite aux élections municipales et communautaires des 23 et 30 mars 2014 ;

VU les délibérations et les propositions transmises par les collectivités territoriales et leurs groupements, et les établissements publics locaux du territoire de l'Aisne, de la Marne et de la Seine et Marne concernés par le SAGE des Deux MORIN ;

**CONSIDERANT** que suite aux élections municipales et communautaires du 23 et 30 mars 2014, et aux nominations pour le mandat restant à courir des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, et des établissements publics locaux et d'un représentant des usagers, des propriétaires riverains, des organisations syndicales professionnelles et des associations concernées du territoire l'Aisne, de la Marne et de la Seine et Marne au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE des Deux MORIN, il y a lieu de procéder à la modification de la CLE du SAGE des Deux MORIN ;

**SUR** proposition du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

## **ARRETE**

**Article 1er** – Le «Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux : 24 membres» de l'article 1 de l'arrêté n° 2011/DDT/SEPR/212 du 15 juin 2011 portant renouvellement de la Commission Locale de l'Eau est modifiée comme suit :

Représentants des communes

### **de Seine-et-Marne**

M. Alain HANNETON, maire d'Augers-en-Brie  
M. Guy DHORBAIT, maire de Boissy-le-Châtel  
M. Jean-François LEGER, maire de Chailly-en-Brie  
M. René GARCHER, adjoint au maire d'Esblly  
M. Yves JAUNAUX, maire de La Ferté Gaucher  
M. Philippe DE VESTELE, maire de Montdauphin  
M. Dominique LEFEBVRE, maire de Sablonnières

### **de la Marne**

M. Roger MIGUEL, maire de Congy  
M. Michel LIEGOIS, maire de Oyes  
M. Jean-Pierre CADET, adjoint au maire de Sézanne  
M. Michel JACOB, adjoint au maire de Val des Marais

Représentant du Syndicat Intercommunal d'études et d'aménagement des marais de Saint Gond

**M. Christian CHARDAIN**

**Article 2** – Collège des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations syndicales professionnelles et des associations concernées : (12 membres)

Un représentant des Chambres d'Agriculture de Seine et Marne et de la Marne

M. Régis D'HONDT

Un représentant des Chambres de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne et de la Marne

M. Jean-Noël BAUDIN

Un représentant de la Fédérations Départementales pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Marne

M. Claude DE CARLI

Un représentant de la Fédérations Départementales pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Seine-et-Marne

M. Serge AVANZINI

Un représentant de l'Association Nature Environnement 77

M. Michel SAINT MARTIN

Un représentant de l'Association des amis des Moulins d'Ile de France

M. Jacques POT

Un représentant de l'Association Marne Nature Environnement

Mme Anne RIBEYRE

Un représentant du syndicat des propriétaires riverains (Association syndicale autorisée des marais de Saint Gond - Marne)

M. Christian LHEUREUX

Un représentant de l'Association des Irrigants du Nord Seine-et-Marne

M. Arnaud CUYERS

Un représentant de l'association des Familles rurales de la Seine et Marne et de la Marne

M. Philippe HINCELLIN

Un représentant du comité départemental de Canoë-Kayac de la Seine et Marne et de la Marne

Mme Christine MORATELLI

**Un représentant du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Nord Est de Seine et Marne**

**M. Alain BEAUFORT**

**de l'Aisne :**

**M. Alain MOROY, maire de Marchais en Brie**

Sur proposition des conseils régionaux :

**d'Ile-de-France :**

Mme Josette MOLLET-LIDY

**de Champagne-Ardenne :**

M. Eric LOISELET

**de Picardie :**

M. Bernard BRONCHAIN

Sur proposition des conseils généraux

**de Seine et Marne**

Mme Marie RICHARD

**de la Marne**

M. Patrice VALENTIN

**de l'Aisne**

M. Eric MANGIN

Représentant de l'Établissement Public Territorial de Bassin Seine Grand lacs

Mme Josiane BERNARD

Autres représentants des groupements des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux :

Représentant de l'Entente Marne

M. Jean DEY

Représentant du Syndicat Intercommunal d'Etudes et de Travaux pour l'aménagement du Bassin du Grand-Morin

**Mme Anne Marie RAVET**

Représentant du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement et l'Entretien de l'Aval de la rivière « Le Petit Morin »

**M. Rénald DE CEUKELEIRE**

Représentant du Syndicat Intercommunal de la Vallée du Haut Morin

**M. Roger REVOILE**

**Article 3** – Les autres dispositions de l'arrêté n° 2011/DDT/SEPR/212 sont inchangées.

**Article 4** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

**Article 5** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Aisne, de la Marne et de la Seine-et-Marne et mis en ligne sur le site internet désigné par le ministère chargé de l'environnement : [www.gesteau.eaufrance.fr](http://www.gesteau.eaufrance.fr).

**Article 6** – Le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne et les secrétaires généraux des préfectures de l'Aisne et de la Marne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Melun, le 31 OCT. 2014

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des  
territoires de Seine et Marne

  
Yves SCHENFEIGEL

**Direction Départementale  
des Territoires**

*Service environnement, eau  
préservation des ressources*

N° 39 -2014 - PE

**ARRETE PREFECTORAL  
PORTANT EXERCICE GRATUIT DU DROIT DE PECHE  
DU PROPRIETAIRE RIVERAIN  
AU PROFIT DE LA FÉDÉRATION DE LA MARNE  
POUR LA PÊCHE ET LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES  
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 435-5 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne,  
Préfet de la Marne

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 435-5 et R. 435-34 à R. 435-39 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°68-2011-DIG en date du 10 novembre 2011 portant déclaration d'intérêt général les travaux de restauration et d'entretien de la Noblette et du Marsenet par la communauté de communes de la région de Suippes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2013 portant création du nouvel établissement public de coopération intercommunale issue de la fusion entre la communauté de communes de la région de Suippes et la communauté de communes sources de la Vesle,

**Vu** la lettre de la communauté de communes Suippe et Vesle en date du 1<sup>er</sup> octobre 2014 indiquant que la première phase d'entretien est terminée ;

**Vu** l'acceptation en date du 17 octobre 2014 de la fédération départementale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques de la Marne (FDPPMA 51) pour bénéficier gratuitement et pour une durée de cinq ans de l'exercice du droit du propriétaire riverain et assumer les obligations de participation à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques et de gestion des ressources piscicoles ;

**Considérant** que les opérations d'entretien réalisées par la communauté de communes de Suippe et Vesle sont financées majoritairement par des fonds publics ;

**Considérant** que la première phase des travaux d'entretien prévue dans le dossier de déclaration d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien de la Noblette est achevée et que conformément à l'article R. 435-37 du code de l'environnement, il y a lieu, dès que cette phase est achevée, à procéder au partage du droit de pêche.

**Sur proposition de** Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne,

## **A R R Ê T E :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaires de l'exercice du droit de pêche et cours d'eau concernés**

La Fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Marne (FDPPMA 51) est désignée pour exercer gratuitement le droit de pêche du riverain sur les sections de cours d'eau suivantes :

- La Noblette, de la limite aval de Cuperly – Vadenay jusqu'à sa source,
- Sur l'intégralité du Bras Moulin de Fontenelle,
- Sur l'intégralité du Bras Moulin La Vallée
- Sur l'intégralité du Bras Moulin de la Cheppe,
- Sur l'intégralité du Marsenet

### **Article 2 : Liste des communes**

Les communes traversées sont les suivantes : Cuperly, La Cheppe, Bussy le Château et Saint-Rémy sur Bussy.

### **Article 3 : Durée de l'exercice du droit de pêche**

La durée d'exercice gratuit du droit de pêche est de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

### **Article 4 : Conditions d'exercice du droit de pêche**

Le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé gratuitement par la FDPPMA 51, bénéficiaire, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins.

Pendant la période d'exercice gratuit du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants.

L'exercice gratuit du droit de pêche entraîne l'obligation par la FDPPMA 51, bénéficiaire, de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques et de gérer les ressources piscicoles.

La FDPPMA 51, bénéficiaire, est tenue de réparer les dommages subis par le propriétaire riverain ou ses ayants droits à l'occasion de l'exercice de ce droit.

### **Article 5 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 6 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie des communes de Cuperly, La Cheppe, Bussy le Château et Saint-Rémy sur Bussy pour affichage pendant une durée minimale deux mois.

Un avis relatif au présent arrêté sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de la FDPPMA 51, dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

### **Article 7 : Voie et délais de recours**

Le présent arrêté ne peut être déféré que devant le Tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE (51036) – 25 rue du Lycée, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication. Ce recours n'est pas suspensif.

### **Article 8 : Exécution**

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, le Directeur départemental des territoires de la Marne et les maires des communes de Cuperly, La Cheppe, Bussy le Château et Saint-Rémy sur Bussy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et dont copie est adressée au sous-préfet de Châlons en Champagne, au président de la communauté de communes de Suippe et Vesle ainsi qu'au président de la FDPPMA 51.

A Châlons-en-Champagne, le **3 novembre 2014**

Pour le Préfet de la Marne,

et par délégation

Le directeur départemental des territoires de la Marne

Patrick CAZIN-BOURGUIGNON



PRÉFET DE LA MARNE

Direction Départementale des territoires  
Service Environnement, Eau, Préservation des Ressources  
Cellule Procédures Environnementales

## Commune de BERZIEUX

-----

**Arrêté préfectoral instituant  
des servitudes d'utilité publique sur  
la parcelle cadastrée n° 32 de la section ZK  
située au lieu-dit « La Fosse Patrabeaux » exploitée  
par la société VIVESCIA à BERZIEUX**

Il est donné avis au public que par arrêté préfectoral n° 2014-SUP-117-IC  
du **29 OCT. 2014**, des servitudes d'utilité publique sont instituées sur la parcelle  
cadastrée n° 32 de la section ZK située au lieu-dit « La Fosse Patrabeaux » exploitée par la  
société VIVESCIA à BERZIEUX.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance de cet acte soit en  
mairie de la commune de BERZIEUX, soit à la direction départementale des territoires de la  
Marne (SEEP/Cellule Procédures Environnementales, 40 boulevard Anatole France -  
BP60554 - 51000 Châlons-en-Champagne cedex).

Châlons-en-Champagne, le **6 NOV. 2014**

Pour le Préfet,  
La chef de la cellule procédures environnementales,

Bernadette FABRY



PRÉFET DE LA MARNE

Direction Départementale des Territoires  
Service Environnement, Eau, Préservation des Ressources  
Cellule Procédures Environnementales

## HYDROCARBURES

EXTRAIT de l'Arrêté ministériel du 10 octobre 2014  
relatif à la **prolongation du permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures**  
liquides ou gazeux dit « Permis de la Folie de Paris »  
(Aube, Marne et Seine-et-Marne)  
et sa **mutation au profit de la SARL Concorde Energie Paris**

Il est donné avis au public que par arrêté de la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie et du Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique en date du 10 octobre 2014, la validité du permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de la Folie de Paris » est prolongée jusqu'au 7 août 2016 sur une superficie réduite de 266 km<sup>2</sup> environ.

Le périmètre de ce permis est délimité par les segments de droites joignant les sommets définis ci-après :

Sommets	NTF Méridien origine Paris		RGF93 Méridien Origine Greenwich	
	Longitude grE	Latitude grN	Longitude E	Latitude N
A	1,10	54,10	3°19'36''	48°41'24''
B	1,40	54,10	3°35'48''	48°41'24''
C	1,40	53,90	3°35'48''	48°30'36''
D	1,30	53,90	3°30'24''	48°30'36''
E	1,30	54,00	3°30'24''	48°36'00''
F	1,10	54,00	3°19'36''	48°36'00''

La mutation dudit permis est autorisée au profit de la SARL Concorde Energie Paris domiciliée 36 rue du Docteur Le Savoureux 92290 Châtenay Malabry.

*Nota. - Le texte complet de l'arrêté et la carte peuvent être consultés au ministère de l'économie, du développement durable et de l'énergie (bureau exploration et production des hydrocarbures) Grande Arche, paroi Nord, 92055 La Défense Cedex et dans les bureaux de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, 10 rue Crillon, 75194 Cedex 04.*

Châlons-en-Champagne, le 13 NOV. 2014

Pour le préfet et par délégation,  
la chef de cellule

Bernadette FABRY





## PRÉFET DE LA MARNE

Arrêté n° 2014 - 34

**fixant la liste des postes éligibles à la Nouvelle Bonification Indiciaire au titre des 6ème et 7ème tranches de la mise en œuvre du Protocole Durafour au sein de la Direction Départementale des Territoires de la Marne**

**Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne,  
Préfet du Département de la Marne,**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,

Vu la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales et notamment son article 27,

Vu l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel pour les fonctionnaires et agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 91-1067 du 14 octobre 1991 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du Ministère de l'Équipement, du Logement, des transports et de l'espace,

Vu le décret n°97-464 du 09 mai 1997, modifié relatif à la création et à l'organisation des services compétence nationale,

Vu le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 modifié portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n°2007-995 du 31 mai 2007 modifié, relatif aux attributions du ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable,

Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2011 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat au titre des 6ème et 7ème tranches de la mise en œuvre du Protocole Durafour,

Vu l'arrêté du 27 janvier 2014 fixant la liste des postes éligibles à la NBI au sein de la DDT de la Marne,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 février 2013 portant délégation de signature en matière d'Administration Générale à M. CAZIN-BOURGUIGNON, Directeur Départemental des Territoires de la Marne,

Vu l'arrêté du 16 mai 2013 portant organisation de la Direction Départementale des Territoires de la Marne,

Vu l'avis du comité technique paritaire de la DDT de la Marne en date du 16 octobre 2014,

### ARRETE :

**Article 1er** – La liste des postes éligibles à la Nouvelle Bonification Indiciaire, au titre des 6ème et 7ème tranches de la mise en œuvre du Protocole Durafour est fixée à la Direction Départementale des Territoires de la Marne selon l'annexe jointe au présent arrêté.



**Article 2** – L'arrêté du 27 janvier 2014 fixant la liste des postes éligibles à la Nouvelle Bonification Indiciaire, au titre des 6ème et 7ème tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour, est abrogé, mais les droits acquis sur les dits postes sont maintenus.

**Article 3** – Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du département de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 14 NOV. 2014  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires de la Marne,

Patrick CAZIN-BOURGUIGNON

## ANNEXE

### Catégorie A

Désignation de l'emploi	Service	Nombre de points attribués	Date d'ouverture du droit
Adjoint Secrétaire Général	SG	30	01/07/13
Chef de la cellule juridique	SG	24	Du 02/01/1998 au 31/12/2009
		26	01/01/10
Chef de service	SU	30	01/07/13
Chef de la cellule Urbanisme Reims	SU	26	01/05/11
Chef de la cellule Logement Social	SHVD	26	01/09/10

**Nombre de postes : 5** au **Nombre de points total : 138**

### Catégorie B

Désignation de l'emploi	Service	Nombre de point attribués	Date d'ouverture du droit(1)
Référent planification/ Adjoint au chef de cellule	SU REIMS	15	15/07/14
Chef de la cellule Habitat Privé	SHVD	15	03/09/08
Responsable cellule RH	SG	15	01/05/06
Responsable du pôle observatoire départemental de la sécurité routière	SSPRNTR	15	16/09/14
Suivi des organismes HLM/Adjoint au chef de la cellule logement social	SHVD	15	01/01/14
Adjoint au chef de la cellule habitat privé	SHVD	15	01/09/14
Chargé de mission appui	SG	15	10/11/14

**Nombre de postes : 7 postes** **Montant de points total : 105**

### Catégorie C

Désignation de l'emploi	Service	Nombre de point attribués	Date d'ouverture du droit
Chargé du contrôle de légalité à la cellule droit de l'urbanisme	Préfecture	10	01/03/02
Assistante de direction	Secrétariat Général	10	01/03/10
suivi financier, suivi des budgets – cellule pilotage	Secrétariat Général	10	01/01/98

**Nombre de postes : 3 postes** **Montant de points total : 30**

## Arrêté préfectoral approuvant la carte communale de Ecriennes

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne  
Préfet du département de la Marne

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 et suivants et R.124-1 et suivants ;  
Vu la délibération du conseil municipal de Ecriennes en date du 3 avril 2012 tendant à définir les modalités de réalisation de la carte communale ;  
Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 janvier 2014 au 18 février 2014 ;  
Vu l'avis et les conclusions en date du 15 mars 2014 du commissaire-enquêteur ;  
Vu la délibération du conseil municipal de Ecriennes en date du 21 octobre 2014 approuvant la carte communale;

### ARRETE

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Est approuvée, telle qu'elle est annexée au présent arrêté, la carte communale de la commune de Ecriennes.  
Ce document comprend :  
- un rapport de présentation  
- un plan de zonage au 1/1000ème  
- un plan de zonage au 1/5000ème  
- une liste et un plan des servitudes d'utilité publique

#### **Article 2**

La délibération du conseil municipal approuvant la carte communale et le présent arrêté seront affichés en mairie pendant un mois. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Cette mesure de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

#### **Article 3**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

#### **Article 4**

La carte communale approuvée produira ses effets juridiques dès l'accomplissement des formalités de publicité indiquées aux articles 2 et 3 ci-dessus.

#### **Article 5**

Le dossier pourra être consulté à la mairie de Ecriennes et à la sous-préfecture de Vitry le François.

#### **Article 6**

Le Secrétaire Général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Vitry le François, le Maire de Ecriennes et le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châlons-en-Champagne, le **19 novembre 2014**

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général  
Francis Soutric

#### **SEEPR/Remembrement/S1**

### **REMEMBREMENT DES COMMUNES DE CHEPY - SAINT GERMAIN LA VILLE - MONCETZ LONGEVAS - SARRY AVEC EXTENSION SUR LES COMMUNES DE CHALONS EN CHAMPAGNE – MARSON – VESIGNEUL SUR MARNE - COURTISOLS**

#### **ARRETE PREFECTORAL ORDONNANT LE DEPOT EN MAIRIE DU PLAN DEFINITIF DE REMEMBREMENT**

Le Préfet  
de la région Champagne-Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,

Vu l'article 95 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux, aux termes duquel « (...) I. - Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur au 1er janvier 2006 sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions, relevant de la loi de finances, prévoyant la compensation des charges assumées par le département du fait du transfert de compétences prévu par le présent chapitre, ainsi que des dispositions suivantes : (...) 2° Les procédures d'aménagement foncier pour lesquelles l'arrêté préfectoral ordonnant les opérations et fixant le périmètre correspondant sera intervenu à la date d'entrée en vigueur du présent chapitre restent régies par les dispositions antérieures à cette date, y compris les procédures résultant des arrêtés modificatifs de cet arrêté. (...) »

Vu les dispositions du titre II du livre I du Code Rural,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 novembre 2005 ordonnant le remembrement dans les communes de CHEPY - SAINT GERMAIN LA VILLE - MONCETZ LONGEVAS – SARRY et fixant le périmètre des opérations,

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 23 juillet 2010 et 7 mai 2013 modifiant le périmètre des opérations de remembrement des communes de CHEPY - SAINT GERMAIN LA VILLE - MONCETZ LONGEVAS - SARRY avec extension sur les communes de CHALONS EN CHAMPAGNE – MARSON – VESIGNEUL SUR MARNE – COURTISOLS,

Vu la délibération de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier en date du 17 septembre 2012 fixant la prise de possession des nouvelles parcelles sur le périmètre de remembrement des communes de CHEPY - SAINT GERMAIN LA VILLE - MONCETZ LONGEVAS - SARRY,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 mars 2013 de prise de possession des nouvelles parcelles,

Vu la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier en date du 21 mai 2013,

Considérant la conformité du projet aux prescriptions au titre de la loi sur l'eau de l'arrêté préfectoral ordonnant les opérations et fixant le périmètre en date du 22 novembre 2005, modifié les 23 juillet 2010 et 7 mai 2013 ;

## **A R R E T E :**

### ARTICLE 1er

Le plan de remembrement des communes de CHEPY - SAINT GERMAIN LA VILLE - MONCETZ LONGEVAS - SARRY, modifié conformément à la décision rendue le 21 mai 2013 par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier sur l'ensemble des recours formés devant elle, est définitif.

### ARTICLE 2

Le plan sera déposé le 4 septembre 2014 en mairie de CHEPY pour ce qui concerne l'ensemble du périmètre, en mairie de SAINT GERMAIN LA VILLE pour ce qui concerne la commune de Saint Germain la Ville et les extensions sur Marson et Vésigneul, en mairie de MONCETZ LONGEVAS pour ce qui concerne la commune de Moncetz Longevas et l'extension sur Courtisols, en mairie de SARRY pour ce qui concerne la commune de Sarry et l'extension sur Châlons-en-Champagne.

**Cette formalité entraîne le transfert de propriété.**

Le même jour, le dépôt du procès-verbal de remembrement aura lieu au Service de la publicité foncière de **CHALONS EN CHAMPAGNE 1er bureau.**

### ARTICLE 3

Le dépôt du plan fera l'objet :

- d'un avis du maire de CHEPY, affiché en mairie de CHEPY pendant au moins quinze jours ;
- d'un avis du maire de SAINT GERMAIN LA VILLE, affiché en mairie de SAINT GERMAIN LA VILLE pendant au moins quinze jours ;
- d'un avis du maire de MONCETZ LONGEVAS, affiché en mairie de MONCETZ LONGEVAS pendant au moins quinze jours ;
- d'un avis du maire de SARRY, affiché en mairie de SARRY pendant au moins quinze jours ;
- d'un avis du maire de CHALONS EN CHAMPAGNE, affiché en mairie de CHALONS EN CHAMPAGNE pendant au moins quinze jours ;
- d'un avis du maire de MARSON, affiché en mairie de MARSON pendant au moins quinze jours ;
- d'un avis du maire de VESIGNEUL SUR MARNE, affiché en mairie de VESIGNEUL SUR MARNE pendant au moins quinze jours ;
- d'un avis du maire de COURTISOLS, affiché en mairie de COURTISOLS pendant au moins quinze jours.

### ARTICLE 4

Les dates de prise de possession des nouveaux lots fixées par la commission intercommunale d'aménagement foncier de CHEPY - SAINT GERMAIN LA VILLE - MONCETZ LONGEVAS - SARRY le 17 septembre 2012 et prescrites à titre provisoire par arrêté préfectoral du 20 mars 2013 sont définitives.

### ARTICLE 5

Les travaux figurant au projet modifié par la décision de la commission départementale d'aménagement foncier lors de sa réunion du 21 mai 2013 et sur le plan annexé au présent arrêté sont autorisés au titre du code de l'environnement. Les prescriptions complémentaires à ce titre sont celles de l'arrêté préfectoral n°2013-2 du 18 juillet 2013 autorisant la destruction, la perturbation intentionnelle, la capture et l'enlèvement d'espèces animales protégées ainsi que la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction ou des aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre de l'aménagement foncier lié au projet de déviation de la RN 44 à Chepy.

Le présent arrêté sera notifié aux maires et/ou au président de l'association foncière intercommunale de CHEPY - SAINT GERMAIN LA VILLE - MONCETZ LONGEVAS - SARRY, maître d'ouvrage des travaux.

### ARTICLE 6

Les boisements linéaires, haies et plantations d'alignement identifiés par la commission intercommunale d'aménagement foncier et figurant sur le plan annexé au présent arrêté sont protégés au titre de l'article L.126-6 du code rural.

### ARTICLE 7

#### Voies et délais de recours

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (25 rue du Lycée - 51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de la dernière formalité de publicité du présent arrêté.

La procédure est écrite : le recours doit être motivé et contenir l'exposé des faits et arguments juridiques précis.

Il doit être accompagné d'une copie de l'arrêté contesté.

Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté.

### ARTICLE 8

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, le directeur départemental des territoires de la Marne et les maires des communes de CHEPY, SAINT GERMAIN LA VILLE, MONCETZ LONGEVAS, SARRY, CHALONS EN CHAMPAGNE, MARSON, VESIGNEUL SUR MARNE, COURTISOLS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie de CHEPY, en mairie de SAINT GERMAIN LA VILLE, en mairie de MONCETZ LONGEVAS, en mairie de SARRY, en mairie de CHALONS EN CHAMPAGNE, en mairie de MARSON, en mairie de VESIGNEUL SUR MARNE et en mairie de COURTISOLS pendant quinze jours au moins, sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'un avis publié au Journal officiel et dans un journal diffusé dans le département.

CHALONS EN CHAMPAGNE, le **29 août 2014**

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne,

Francis SOUTRIC

**Les annexes peuvent être consultées à la direction départementale des territoires de la Marne à Châlons-en-Champagne.**

**ARRETÉ PRÉFECTORAL MODIFIANT L'ARRETÉ  
RELATIF A LA PÉRIODE DE CHASSE  
pour la campagne 2014/2015**

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,

**VU :**

- le code de l'environnement et notamment ses articles L 424-2 à L 424-4 et L 425-1, L 425-4, L 425-15 et R 424-1 à R 424-19 et R 425-1 à R 425-13,
- l'arrêté préfectoral en date du 27 mai 2014 relatif à la période de chasse dans le département de la Marne pour la campagne 2014- 2015,
- l'avis de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Marne en date du 1<sup>er</sup> octobre 2014,
- l'avis de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage du 1<sup>er</sup> octobre 2014,
- la consultation du public qui s'est déroulée du 13 octobre 2014 au 03 novembre 2014,

**Considérant** que l'article L424-3 du Code de l'Environnement permet la chasse en temps de neige dans les établissements de chasse à caractère commercial et qu'il n'a pas été pris en compte dans l'arrêté du 27 mai 2014

**Considérant** la déclaration d'un nouvel établissement de chasse à caractère commercial

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Marne,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : CHASSE COMMERCIALE**

L'article 3, paragraphe 7 « Etablissements de chasse à caractère commercial inclus dans le plan de gestion »

de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2014 susvisé est complété comme suit :

**Perdrix grise , perdrix rouges et faisan commun** issus d'établissements d'élevage de catégorie A :

Mr AUBERT Sébastien, 1 rue du Raidon, 51150 Champigneul-Champagne

Communes de La Chapelle-sous-Orbais (188ha), Corribert (81ha), Ecury-sur-Coole (132ha), Breuvery-sur-Coole (58ha) et Nuisement-sur-Coole (166ha)

**ARTICLE 2 : TEMPS DE NEIGE**

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2014 susvisé est modifié comme suit :

La chasse est interdite en temps de neige, à l'exception de :

- la chasse au gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- l'application du plan de chasse légal pour les grands animaux,
- la chasse du sanglier, du lapin de garenne et du renard,
- la chasse à courre et la vénerie sous terre,
- la chasse du pigeon ramier.
- la chasse du ragondin et du rat musqué.
- la chasse dans des établissements professionnels de chasse à caractère commercial pour les oiseaux issus d'élevage des espèces perdrix grise, perdrix rouge et faisans de chasse

**ARTICLE 3 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 4 : EXÉCUTION ET DIFFUSION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, les sous-préfets des arrondissements de Reims, Vitry-le-François, Sainte-Ménéhould et Epernay, le commandant du groupement de gendarmerie de la Marne, le directeur départemental des territoires, les maires des communes du département de la Marne, les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, les lieutenants de louveterie, les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, les agents de l'office national des forêts et toute personne responsable de la police de la chasse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **20 novembre 2014**

Pour le préfet,

Le secrétaire général,  
Francis SOUTRIC

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES DE LA MARNE  
*Service Environnement Eau*  
*Préservation des Ressources*

-----  
*Cellule Procédures Environnementales*  
-----

Arrêté n°2014 - DIV- CDNPS- 28

**Arrêté préfectoral**  
**modifiant la composition de la CDNPS**  
**(Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites)**

-----  
**le préfet**  
**de la région Champagne Ardenne**  
**préfet de la Marne**

**VU :**

- l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre et notamment son article 23,
- l'ordonnance n°2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives
- le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment son article 20 fixant la composition de la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.
- le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif
- l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2013 portant renouvellement des formations spécialisées de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites
- les arrêtés préfectoraux du 12 avril 2013 et 23 janvier 2014 portant modification du renouvellement des membres des formations spécialisées de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites
- le courrier du 02 octobre 2014 de l'Association des Maires de la Marne, faisant part de la désignation des maires appelés à siéger au sein des différentes formations de la CDNPS suite aux dernières élections municipales.

**SUR proposition** de M. le directeur départemental des territoires de la Marne .



## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1 :**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2013 dans sa formation spécialisée dite « de la Nature » est modifié comme suit :

#### **2) En qualité de représentants des collectivités territoriales (représentants des maires)**

*Titulaires :*

- *M. Dominique DECAUDIN, maire de Cormicy*
- *M. René HANOT, maire de Chatelraould Saint Louvent*

sans suppléant.

### **ARTICLE 2 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2013 dans sa formation spécialisée dite « des sites et des paysages » est modifié comme suit :

#### **2) En qualité de représentants des collectivités territoriales (représentants des maires)**

*Titulaires :*

- *Mme Catherine PUJOL, maire de Mairy-sur-Marne*
- *M. Roger BERTON, maire de Saint Martin aux Champs*
- *M. Roland BOULARD, Président de la communauté de communes du Sud Marnais, désignation renouvelée*

sans suppléant.

### **ARTICLE 3 :**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2013 dans sa formation spécialisée dite « des carrières » est modifié comme suit :

#### **2) En qualité de représentants des collectivités territoriales (représentants des maires)**

*Titulaires :*

- *M. Jean-Louis ROYER, maire de Cloyes sur Marne, désignation renouvelée*
- *M. Christian GIRARDOT, maire de Thiéblemont Faremont, désignation renouvelée*

sans suppléant.

#### ARTICLE 4 :

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2013 dans sa formation spécialisée dite « de la faune captive » est modifié comme suit :

#### **2) En qualité de représentants des collectivités territoriales (représentants des maires)**

Titulaires :

- *M. Christian GIRARDOT, maire de Thiéblemont Faremont, désignation renouvelée*
- *M. Gilles JACQUET, Maire de Faux Fresnay*

sans suppléant.

#### ARTICLE 5 :

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2013 dans sa formation spécialisée dite « de la publicité » est modifié comme suit :

#### **2) En qualité de représentants des collectivités territoriales (représentants des maires)**

Titulaires :

- *M. André VAN COMPERNOLLE, adjoint au maire de Cormontreuil*
- *M. Alain BIAUX, maire de Fagnières, désignation renouvelée*

sans suppléant.

#### ARTICLE 6 :

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne et M. le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à chaque membre de la commission.

A Châlons-en-Champagne, le 19 NOV. 2014

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général de la préfecture



Francis SOUTRIC

### **Commune de LIVRY LOUVERCY**

#### **ENREGISTREMENT**

#### **exploitation d'un entrepôt de stockage de paille par la SCEA MACHET**

Il est donné avis au public que :

par arrêté préfectoral n° 2014-E-111-IC en date du **31 octobre 2014**, la SCEA MACHET est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage de paille sur le territoire de la commune de LIVRY LOUVERCY, sous le régime de l'ENREGISTREMENT.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance de ce document soit en mairie de LIVRY LOUVERCY, soit à la Direction départementale des territoires de la Marne (SEEPR - Cellule Procédures Environnementales - 40 boulevard Anatole France - BP 60554 - 51000 Châlons-en-Champagne cedex).

**Commune de VATRY**

**ENREGISTREMENT**

**activité de broyage de briquettes de lignites  
par la société PRODEVA**

Il est donné avis au public que :

par arrêté préfectoral n° 2014-E-112-IC en date du **25 novembre 2014**, la société **PRODEVA** est autorisée à exploiter deux installations de broyage de briquettes de lignites pour son usine de déshydratation de fourrage sur le territoire de la commune de VATRY, sous le régime de l'ENREGISTREMENT.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance de ce document soit en mairie de VATRY, soit à la Direction départementale des territoires de la Marne (SEEPR - Cellule Procédures Environnementales - 40 boulevard Anatole France - BP 60554 - 51000 Châlons-en-Champagne cedex).



DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES DE LA MARNE  
*Service Environnement Eau  
Préservation des Ressources*

-----  
*Cellule Procédures Environnementales*  
-----

**Arrêté n°2014 - DIV- Coderst - 29**

**Arrêté préfectoral  
modifiant la composition du CODERST  
(Conseil Départemental de l'Environnement  
et des Risques Sanitaires et Technologiques)**

-----  
**le préfet  
de la région Champagne Ardenne  
préfet de la Marne**

**VU :**

- l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre et notamment son article 23,
- le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment son article 19 fixant la composition du CODERST,
- l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2012 portant renouvellement de la composition du CODERST,
- les arrêtés préfectoraux du 25 mars 2013, du 20 février 2014 et du 30 octobre 2014, portant modification de la composition du Conseil Départemental de l'environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,
- le courriel du 05 novembre 2014 de l'Agence de l'Eau Seine Normandie proposant la désignation de Mme Anne Louise GUILMAIN en remplacement de Mme Marie-Françoise LICKEL, pour siéger au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en qualité de personnalité qualifiée,

**SUR proposition** de M. le directeur départemental des territoires de la Marne .

## ARRETE :

### ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2012 est modifié comme suit :

### II - MEMBRES DESIGNES

#### 1) En qualité de personnalité qualifiée

*Titulaire :*

- *Mme Anne-Louise GUILMAIN, Agence de l'eau Seine Normandie – Secteur Vallées de Marne* en remplacement de Mme Marie-Françoise LICKEL

Le reste sans changement.

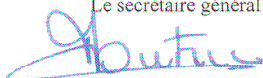
### ARTICLE 2 :

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne et M. le directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à chaque membre du CODERST et qui sera publié au RAA.

Châlons en Champagne, le

24 NOV. 2014

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Francis SOUTRIC



Délégation territoriale Départementale de la Marne  
de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne

Service Action Territoriale

Le préfet de la région Champagne Ardenne  
Préfet de la Marne

Arrêté préfectoral du 14 novembre 2014  
portant réquisition de pharmacies libérales

VU

Le code de la santé publique et notamment les articles L. 5125-22, L. 5424-3 12° et R. 4235-49 ;

Le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1 alinéa 4 ;

L'appel à la mobilisation et à un plan d'action immédiat lancé le 09 septembre 2014 par l'Union des Syndicats des Pharmaciens d'Officine en vue notamment à ce que les officines ne participent plus aux gardes de nuit et du dimanche à partir du 25 septembre 2014 ;

Les tableaux de garde prévisionnels transmis par les organisations professionnelles pour les pharmacies du département ;

La déclaration transmise par le titulaire de la pharmacie du **Mont d'Arène 98, rue du Mont d'Arène 51100 REIMS** indiquant que celle-ci n'assurerait plus de gardes de nuit, des dimanches et jours fériés à compter du jeudi 25 septembre 2014 inclus ;

L'avis du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Champagne-Ardenne du 15 septembre 2014 ;

**CONSIDERANT**

Que l'article R. 4235-49 du code de la santé publique dispose que « *les pharmaciens sont tenus de participer aux services de garde et d'urgence prévus à l'article L. 5125-22 (...) Les pharmaciens titulaires veillent à ce que leur officine satisfasse aux obligations imposées par ce service...* ».

Que la fermeture d'une officine de pharmacie de garde risque d'engendrer des difficultés d'approvisionnement en médicaments ou en autres produits de santé de la population et par voie de conséquence d'entraîner un risque sanitaire pour les patients ;

Que cette cessation d'activité des officines de pharmacie, normalement en charge d'un tour de garde des nuits, week-end et jours fériés, est de nature à compromettre la continuité des soins, à créer un risque grave pour la santé publique et donc à porter atteinte au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques ;

L'impérieuse nécessité de garantir les conditions permettant d'assurer la protection de la santé publique et la continuité des soins ;



Que l'appel à la mobilisation et à un plan d'action immédiat lancé le 09 septembre 2014 par l'Union des Syndicats des Pharmaciens d'Officine vise notamment à ce que les officines ne participent plus aux gardes de nuit et du dimanche à partir du 25 septembre 2014 ;

Qu'il convient donc d'assurer la permanence des soins sur le département dans l'intérêt de la population concernée, par le biais de la réquisition, et en l'absence d'autre moyen disponible pour assurer ce service ;

Sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de la région Champagne-Ardenne ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup>

Est réquisitionnée pour assurer le service pharmaceutique de garde et d'urgence les pharmacies du département la **pharmacie du Mont d'Arène 98, rue du Mont d'Arène à REIMS** à compter du **dimanche 23 novembre 2014 à 09h00 au lundi 24 novembre 2014 à 19h00**. Cette pharmacie doit être joignable continuellement pendant cette période dans les mêmes conditions que lors des services de garde et d'urgence habituellement assurées (soirée, nuit, week-end, jours fériés...).

### Article 2

Le pharmacien titulaire de cette officine est chargé de l'application de cet arrêté, c'est-à-dire est responsable de l'organisation de la continuité du fonctionnement de leur officine pendant la période de réquisition.

### Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la dernière date de publication au recueil des actes administratifs, soit d'un recours administratif préalable gracieux, soit d'un recours administratif préalable hiérarchique. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet de tels recours.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne soit :

- directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la dernière date de publication au recueil des actes administratifs,
- à l'issue d'un recours administratif préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

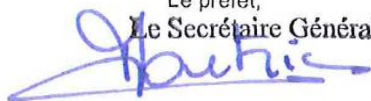
### Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne

Fait à Châlons-en-Champagne  
Le 14 novembre 2014.

Le préfet,

Le Secrétaire Général



**Francis SOUTRIC**

Copie adressée à : SAMU 51, Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens, Syndicats des pharmaciens.



**➤ Direction régionale des finances publiques de Champagne-Ardenne  
et du département de la Marne**

**DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX  
ET DE GRACIEUX FISCAL**

Le comptable, responsable du pôle de recouvrement spécialisé de la Marne,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R\* 247-4 et suivants ;  
Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à Madame LAVERNHE Sarah, Inspectrice des Finances Publiques, adjointe au responsable du pôle de recouvrement spécialisé de la Marne, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 3°) les avis de mise en recouvrement ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
  - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 50 000 € ;
  - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2**

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 3°) les avis de mise en recouvrement ;
  - 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Monsieur THILMANY Maxime	contrôleur	8 000 €	3 mois	5 000 €
Madame PONCET Virginie	Contrôleur	8 000 €	3 mois	5 000 €

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratif du département de la Marne

A CHALONS EN CHAMPAGNE, le **18/11/2014**

Le comptable, responsable du pôle de recouvrement spécialisé

**DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX  
ET DE GRACIEUX FISCAL  
DELEGATION DE SIGNATURE  
D'UN RESPONSABLE DE SIP-SIE**

La comptable, responsable du SIP-SIE de **Sézanne**,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;  
Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à **Mme Céline MONCUY**, Inspectrice des Finances Publiques, adjointe au responsable du SIP-SIE de Sézanne , à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;
- 8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- 9°) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BONNEMERE François BONNIVARD Maryline HUMBERT Fabienne ROLLINGER Sylvie	Contrôleur	10 000,00 €	10 000,00 €	6 mois	10 000 €
GRADOS Thomas	Agent	2 000 €	2 000 €	6 mois	10 000,00 €
CHAMOIN Blandine	Agent	2 000 €	2 000 €	6 mois	10 000,00 €

## Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de gracieux fiscal de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
DESCOTES Anne	Contrôleur	10 000,00 €	6 mois	10 000,00 €

## Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses
NAUROY Catherine TILLIOLE Séverine	contrôleur	10 000 €	10 000 €
DARSONVAL Claudine LEPAGE Maryse TIXIER Laurent	agent	2 000 €	2 000 €

## Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du département de la Marne

A Sézanne, le **15 septembre 2014**

La comptable, responsable du SIP-SIE de Sézanne  
Armelle TEREBSZ

## **Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne**

### **Décision n° 2014-1110 en date du 6 novembre 2014 Portant rejet de la demande de transfert de la licence d'une officine de pharmacie à REIMS (51100)**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne

#### **VU**

La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital, et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

L'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 ;

Le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital, et relative aux patients, à la santé et aux territoires, et notamment son article 208 ;

Le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 nommant Monsieur Jean-Christophe PAILLE Directeur général de l'ARS Champagne-Ardenne ;

L'arrêté du 21 mars 2000 modifié de la ministre de l'emploi et de la solidarité et la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officine de pharmacie ;

La circulaire DHOS/SDO/05 n° 2004-440 du 13 septembre 2004 relative aux officines de pharmacie ;

L'arrêté préfectoral du 3 décembre 1968 accordant la licence n°180 à l'officine de pharmacie actuellement située 14 place Jean Moulin à REIMS (51100) ;

La décision n° 2014-999 du 22 octobre 2014 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;

La demande présentée par le Cabinet Notaires et Associés implanté à REIMS pour le compte de Madame et Monsieur LEMAITRE, en vue du transfert de leur officine de pharmacie du 14 place Jean Moulin au 41 rue Verrier à REIMS (51100) enregistrée, au vue de la complétude du dossier, le 10 juillet 2014 ;

La demande d'avis transmis à l'Union des Syndicats des Pharmaciens d'Officine le 21 juillet 2014 ;

L'avis favorable du préfet du département de la Marne reçu le 18 août 2014 ;

L'avis favorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens reçu le 15 septembre 2014 ;

L'avis défavorable du Syndicat des pharmaciens de la Marne reçu le 23 septembre 2014 ;

L'avis réservé du Syndicat Régional U.N.P.F de Champagne-Ardenne reçu le 25 septembre 2014;

Le courrier reçu le 28 mai 2014 dans lequel les commerçants de la Place Jean Moulin à REIMS font part de leur opposition sur ce projet de transfert ;

Les courriers de la mairie de la commune de REIMS reçus les 28 juillet et 27 octobre 2014 ;

Les courriers reçus les 17 mars, 12 et 22 septembre 2014 dans lequel six pharmaciens Rémois font part de leur opposition sur ce projet de transfert de pharmacie ;

Le courrier reçu le 29 septembre 2014 de la SCP Sapone Blaesi, intervenant en qualité de conseil des six pharmaciens opposants susmentionnés, concernant leur opposition à la demande de transfert déposée par Madame et Monsieur LEMAITRE ;

#### **CONSIDERANT**

L'avis favorable du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 13 octobre 2014 relatif à la conformité des locaux envisagés pour le transfert par rapport aux conditions minimales d'installation réglementaires ;

Que l'Union des Syndicats des Pharmaciens d'Officine n'ayant pas formulé d'avis dans le délai réglementaire de deux mois définis à l'article R5125-2 du code de la santé publique, celui-ci est réputé rendu ;

Les courriers de la mairie de REIMS en date du 22 juillet et du 17 octobre 2014 relatifs à la délimitation géographique au sein de la commune du quartier d'implantation du local d'origine d'une part, et du futur local d'autre part ainsi que leurs populations respectives ;

Qu'en application des dispositions de l'article L. 5125-3 du code de la santé publique « ...les transferts d'officines de pharmacie doivent permettre de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines. Les transferts... ne peuvent être accordés que s'ils n'ont pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ou du quartier d'origine... » et « ...ne peuvent être effectués que dans un lieu qui garantit un accès permanent du public à la pharmacie et permet à celle-ci d'assurer un service de garde ou d'urgence mentionné à l'article L. 5125-22 » ;

Que la commune de REIMS (51100) comporte soixante quatre officines pour une population de 180 752 habitants, population légale 2011 entrant en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;

Que le nombre d'officines de REIMS, rapporté à la population de la commune, indique un surnombre d'officines installées dans la commune ;

Que le transfert envisagé s'effectue à 290 mètres à vol d'oiseau, à 350 mètres par voie piétonne environ du lieu actuel ;

Que l'adresse actuelle de l'officine est située dans le Grand Quartier IRIS 41 dénommé « Europe », déterminé par l'INSEE (comptant 4766 habitants selon le dernier recensement), celui-ci étant subdivisé en deux zones IRIS : IRIS 4101 (2055 habitants) et IRIS 4102 (2711 habitants) ;

Que les locaux actuels de l'officine de Madame et Monsieur LEMAITRE sont plus précisément implantés dans l'IRIS 4102 dit « Europe Nord-Est » ;

Que la pharmacie LEMAITRE actuelle est la seule implantée dans le Grand Quartier IRIS 41, au sens de l'INSEE, dénommé « Europe » et donc dans l'IRIS 4102 ;

Que la place Jean Moulin constitue de fait un véritable « pôle d'attractivité » pour les habitants du quartier y occupant une situation géographique centrale et économique importante en raison de la présence de la majorité des commerces et des institutions dans ce quartier ;

Que, si le transfert était accordé, les secteurs IRIS 4101 et 4102, et donc le Grand Quartier IRIS 41 que ceux-ci constituent, ne seraient plus desservis par une officine, celle de Madame et Monsieur LEMAITRE étant la seule à ce jour à y être implantée, constituant ainsi un abandon de la population du quartier d'origine, soit pour plus de 4 766 habitants ;

Que la demande d'autorisation de transfert est domiciliée au 41 rue Verrier, dans la Résidence Les Jardins d'Amande,

Que le local proposé à l'appui de cette demande est situé dans l'IRIS 2801 dit « Pommery » comptant 3430 habitants selon le dernier recensement ;

Que le transfert impliquerait pour l'officine demanderesse un changement de secteur d'IRIS, passant du 4102 au 2801 et en conséquence un changement de Grand Quartier IRIS, passant du 41 au 28 ;

Que, même si ce transfert est proposé dans un lieu qui garantit un accès permanent du public à la pharmacie et permet à celle-ci d'assurer un service de garde ou d'urgence, il est à noter la présence à proximité immédiate des locaux projetés pour le transfert de l'officine d'une population essentiellement non résidente à savoir : un gymnase, un collège, un lycée, une aire de loisirs ;

Que, même si aucune officine de pharmacie n'est implantée dans le secteur IRIS 2801, cette population est actuellement desservie en particulier par trois officines situées en bordure de l'IRIS 2801, outre la pharmacie actuelle des requérants ;

Donc que le transfert demandé d'une part compromettrait l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine et d'autre part sans répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résident dans le quartier d'accueil et qu'ainsi les conditions prévues à l'article L5125-3 du Code de Santé Publique ne seront pas remplies ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

La demande de Madame et Monsieur LEMAITRE sollicitant l'autorisation de transférer leur officine de pharmacie à REIMS (51100) du 14 place Jean Moulin au 41 rue Verrier au sein de la même commune est **rejetée**.

### **Article 2 :**

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs, soit :

- d'un recours administratif gracieux auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé, soit,
- d'un recours administratif hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet de tels recours.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée – 51000 Châlons-en-Champagne, soit :

- directement, en l'absence de recours administratif préalable, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs,

- à l'issue d'un recours administratif préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

### **Article 3 :**

Le Directeur de l'Offre de Soins et le Délégué Territorial de la Marne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Marne et sera notifiée à :

- Madame et Monsieur LEMAITRE, pharmaciens titulaires de l'officine.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Marne ;
- Monsieur le Président du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens ;
- Monsieur le Président du Syndicat Départemental des Pharmaciens de la Marne ;
- Monsieur le Président du Syndicat Régional, UNPF ;
- Madame la Présidente de l'Union des Syndicats des pharmaciens d'officine ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Marne ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole Marne-Ardenne-Meuse ;
- Monsieur le Directeur du Régime Social des Indépendants de Champagne-Ardenne ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Professions de Santé, collège des Pharmaciens.

**ARRETE ARS CHAMPAGNE-ARDENNE n°2014-1004  
ARS LORRAINE n°2014-1107 du 22 octobre 2014**

portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale  
multisite, exploité par la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée  
« **SELARL SYNDIBIO** » sise 9 Quai Victor Hugo à **BAR-LE-DUC (55000)**

**AUTORISATION N° 55-16**

**N° FINESS ENTITE JURIDIQUE : 55 000 652 2**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE CHAMPAGNE-ARDENNE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE LORRAINE

- Vu** le code de la santé publique, sixième partie, livre 2<sup>ème</sup> ;
- Vu** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales ;
- Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- Vu** la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale, en particulier ses articles 8 et 10, et ratifiant l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale, notamment ses articles 7 à 9 relatifs aux dispositions transitoires et finales ;
- Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination de Monsieur Jean-Christophe PAILLE en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;
- Vu** le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine ;
- Vu** l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
- Vu** l'arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne n° 2010-654 du 7 octobre 2010 définissant les territoires de santé de la région Champagne-Ardenne ;
- Vu** l'arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine n° 2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;
- Vu** la décision n° 2014-913 du 23 septembre 2014 portant délégation de signature du Directeur général de l'ARS de Champagne-Ardenne ;
- Vu** l'arrêté ARS Lorraine n° 2013-0263 du 21 mars 2013 / ARS Champagne Ardenne n° 2013-176 du 21 mars 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELARL « SYNDIBIO » sise 9 Quai Victor Hugo à Bar-le-Duc (55000), autorisé sous le n° 55-16 ;
- Vu** la mention insérée au recueil des actes administratifs de la région Lorraine portant renouvellement de l'autorisation accordée le 30 septembre 2008 à la SELARL SYNDIBIO à BAR-LE-DUC (FINESS EJ : 55 000 652 2 - FINESS ET Implantation des activités de soins : 55 000 653 0), pour l'exercice sur le site du laboratoire « SYNDIBIO MONVOISIN » à BAR-LE-DUC de l'activité biologique d'assistance médicale à la procréation pour la préparation et la conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle tacitement renouvelée en date du 29 septembre 2013. Ce renouvellement a pris effet le 30 septembre 2014 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 29 septembre 2019 ;
- Vu** la décision n° 2013-405 du 24 mai 2013 confirmant après cession et renouvelant l'autorisation prévue à l'article L. 6122-1 du code de la santé publique de soins de diagnostic prénatal - analyses de biochimie y compris les analyses portant sur les marqueurs sériques maternels - sur le site TANG LAHITETE à Vitry-le-François de la SELARL SYNDIBIO pour une durée de 5 ans à la date d'échéance de l'autorisation, soit jusqu'au 17 janvier 2019 ;
- Vu** l'arrêté ARS Lorraine n° 2014-1106 du 22 octobre 2014 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « SELARL SYNDIBIO » sise 9 Quai Victor Hugo à BAR-LE-DUC (55000), enregistrée sous le n° 55-19 ;
- Vu** la notification de vérification d'entrée effective dans une démarche d'accréditation, établie par le Comité français d'accréditation (COFRAC), le 23 septembre 2013 pour les 7 sites autorisés ;
- Considérant** la radiation de M. Bernard DOUCET, le 31 mars 2013, pour ses fonctions de directeur du laboratoire de biologie médicale situé 16 rue du Champ d'Heu à WASSY (52130) et sa réinscription, jusqu'au 31 août 2013, pour ses fonctions de biologiste médical (salarié) au sein de la SELARL « SYNDIBIO », par la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens ;
- Considérant** la lettre d'un représentant légal de la SELARL « SYNDIBIO », présentée le 26 avril 2013, informant du départ, depuis le 10 avril 2013, d'un biologiste médical salarié (M. Bernard DOUCET, pharmacien) ;
- Considérant** le dossier présenté, le 3 décembre 2013, par Me Emmanuelle GIRAULT, de la SELARL d'avocats GIRAULT CHEVALIER HENAIN Associés, au nom et pour le compte de la « SELARL SYNDIBIO » ainsi que les compléments parvenus par courriels des 2, 5 et 8 septembre 2014 ;
- Considérant** que la demande porte sur :
- la démission de Mme Elisabeth XAILLE-POUSSING, pharmacien biologiste, de ses titre et fonctions d'associé, de cogérante et de biologiste coresponsable de la « SELARL SYNDIBIO », à compter du 31 décembre 2013 ;
  - la réduction du capital social d'un montant de 76,23 euros pour le ramener de 68.815,93 euros à 68.739,70 euros, par voie de rachat des 5 parts détenues par Mme XAILLE au sein de ladite « SELARL SYNDIBIO » ;

**Considérant** l'enregistrement du dossier, en date du 9 décembre 2013, par la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens ;

**Considérant** la réception, le 13 janvier 2014, du certificat d'inscription de Mme Elisabeth XAILLE-POUSSING, pharmacien biologiste, au tableau de la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, en vue d'exercer des fonctions de biologiste médical (salarie) à partir du 2 janvier 2014 au sein de ladite « SELARL SYNDIBIO » ;

## ARRETE

**Article 1 :** à compter du 10 avril 2013, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ARS Lorraine n° 2013-0263 / ARS Champagne Ardenne n° 2013-176 du 21 mars 2013 susvisé, sont modifiées comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale multisite, exploité par la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « SELARL SYNDIBIO » - FINESS EJ 55 000 652 2 (catégorie 611) - dont le siège social est situé 9 Quai Victor Hugo à BAR-LE-DUC (55000), est autorisé à fonctionner sous le numéro 55-16 sur les sept sites, ouverts au public, suivants :

**1. 9 Quai Victor Hugo - 55000 BAR LE DUC (siège social)**  
**N° FINESS Etablissement : 550006530**

Biologistes présents : Monsieur Philippe MONVOISIN et Madame Catherine NITCHE  
Activités réalisées : Spermologie et traitement du sperme en vue d'insémination artificielle (AMP).

**2. 25 rue Aristide Briand - 51300 VITRY-LE-FRANCOIS**  
**N° FINESS Etablissement : 510022569**

Biologistes présents : Madame Joséphine LAHITETE et Monsieur Kim Eang TANG  
Activités réalisées : Immunologie, Biochimie générale et spécialisée (activité DPN : marqueurs sériques de la T21), Hématologie, Bactériologie, Parasitologie, Immunologie et Hormonologie.

**3. 2 rue Emile GIROS - 52100 SAINT-DIZIER**  
**N° FINESS Etablissement : 520004037**

Biologistes présents : Monsieur Benjamin LIMASSET et Madame Brigitte DELANOE  
Activités réalisées : aucune activité de phase analytique.

**4. 9 bis rue François 1<sup>er</sup> - 52100 SAINT-DIZIER**  
**N° FINESS Etablissement : 520004045**

Biologiste présent : Monsieur Jean-Pierre LAHITETE  
Activités réalisées : Biochimie générale, Hématologie, Hormonologie, Bactériologie et Parasitologie.

**5. 24 Route de Behonne - 55000 BAR LE DUC**  
**N° FINESS Etablissement : 550006548**

Biologistes présents : Messieurs Pascal DUMUR, Olivier CHENILLOT et Bertrand GUILLARD  
Activités réalisées : Hématologie, Immunohématologie, Immunologie, Bactériologie, Parasitologie, Hormonologie, Biochimie générale, Biologie moléculaire.

**6. 98 rue des Capucins - 55200 COMMERCY**  
**N° FINESS Etablissement : 550006563**

Biologistes présents : Madame Elisabeth XAILLE-POUSSING et Monsieur Jean-Paul KLEIN  
Activités réalisées : Biochimie générale, Pharmacologie-Toxicologie, Hématocytologie, Hémostase, Bactériologie, Parasitologie-Mycologie, Sérologie infectieuse.

**7. 16 rue du Champ d'Heu - 52130 WASSY**  
**N° FINESS Etablissement : 520004326**

Biologiste présent : Madame Françoise ENOCH  
Activités réalisées : aucune activité de phase analytique.

**Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :**

- Monsieur Philippe MONVOISIN, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Joséphine LAHITETE biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Kim Eang TANG biologiste médical, médecin,
- Monsieur Benjamin LIMASSET, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise ENOCH, biologiste médical, médecin,
- Monsieur Jean-Pierre LAHITETE, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Pascal DUMUR, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Olivier CHENILLOT, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-Paul KLEIN, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Elisabeth XAILLE-POUSSING, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Bertrand GUILLARD, biologiste médical, médecin.

**Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :**

- Madame Brigitte DELANOE, biologiste médical, pharmacien,

- Madame Catherine NITCHE, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2 :** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté ARS Lorraine n° 2013-0263 / ARS Champagne Ardenne n° 2013-176 du 21 mars 2013 susvisé, s'appliquent :

**1. 9 Quai Victor Hugo - 55000 BAR LE DUC (siège social)  
N° FINESS Etablissement : 55 000 653 0**

Site pré-analytique, analytique et post-analytique

Biologistes présents : Monsieur Philippe MONVOISIN et Madame Catherine NITCHE  
Activités réalisées : Spermologie et traitement du sperme en vue d'insémination artificielle (AMP)

**2. 25 rue Aristide Briand - 51300 VITRY-LE-FRANCOIS  
N° FINESS Etablissement : 51 002 256 9**

Site pré-analytique, analytique et post-analytique

Biologistes présents : Monsieur Kim Eang TANG et Madame Joséphine LAHITETE  
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée (activité DPN : marqueurs sériques de la T21), hématocytologie, hémostase, bactériologie, parasitologie-mycologie, spermologie (activité hors assistance médicale à la procréation - AMP -)

**3. 2 rue Emile GIROS - 52100 SAINT-DIZIER  
N° FINESS Etablissement : 52 000 403 7**

Site pré-analytique et post-analytique : aucune activité de phase analytique

Biologistes présents : Monsieur Benjamin LIMASSET et Madame Brigitte DELANOE

**4. 9 bis rue François 1<sup>er</sup> - 52100 SAINT-DIZIER  
N° FINESS Etablissement : 52 000 404 5**

Site pré-analytique, analytique et post-analytique

Biologiste présent : Monsieur Jean-Pierre LAHITETE  
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immunohématologie, bactériologie, parasitologie-mycologie, sérologie infectieuse, spermologie (activité hors assistance médicale à la procréation - AMP -)

**5. 24 Route de Behonne - 55000 BAR LE DUC  
N° FINESS Etablissement : 55 000 654 8**

Site pré-analytique, analytique et post-analytique

Biologistes présents : Messieurs Pascal DUMUR, Olivier CHENILLOT et Bertrand GUILLARD  
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, pharmacologie-toxicologie, hématocytologie, hémostase, immunohématologie, allergie, auto-immunité, bactériologie, parasitologie-mycologie, sérologie infectieuse

**6. 98 rue des Capucins - 55200 COMMERCY  
N° FINESS Etablissement : 55 000 656 3**

Site pré-analytique, analytique et post-analytique

Biologiste présent : Monsieur Jean-Paul KLEIN  
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, pharmacologie-toxicologie, hématocytologie, hémostase, immunohématologie, bactériologie, parasitologie-mycologie, spermologie (activité hors assistance médicale à la procréation - AMP -).

**7. 16 rue du Champ d'Heu - 52130 WASSY  
N° FINESS Etablissement : 52 000 432 6**

Site pré-analytique et post-analytique : aucune activité de phase analytique

Biologiste présent : Madame Françoise ENOCH

**Le laboratoire de biologie médicale multisite est dirigé par les biologistes coresponsables, à temps complet (sauf précision contraire), suivants :**

- Monsieur Philippe MONVOISIN, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Joséphine LAHITETE biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Kim Eang TANG biologiste médical, médecin,
- Monsieur Benjamin LIMASSET, biologiste médical, pharmacien (**mi-temps**),
- Madame Françoise ENOCH, biologiste médical, médecin (**mi-temps**),
- Monsieur Jean-Pierre LAHITETE, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Pascal DUMUR, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Olivier CHENILLOT, biologiste médical, pharmacien,



- Monsieur Jean-Paul KLEIN, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Bertrand GUILLARD, biologiste médical, médecin

**Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :**

- Madame Brigitte DELANOE, biologiste médical, pharmacien (environ 60 %),
- Madame Catherine NITCHE, biologiste médical, pharmacien (environ 70 %)
- Madame Elisabeth XAILLE-POUSSING, biologiste médical, pharmacien (60 jours par an).

**Article 3 :** le laboratoire doit fonctionner, sur chacun des sept sites ouverts au public, conformément aux exigences législatives et réglementaires en vigueur.  
L'autorisation peut être retirée lorsque les conditions de sa délivrance cessent d'être remplies.

**Article 4 :** toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière survenue postérieurement au présent arrêté fait l'objet d'une déclaration à chacune des Agences régionales de santé de Lorraine et de Champagne-Ardenne.

**Article 5 :** les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de la notification pour les intéressés ou de l'exécution des formalités de publication pour les tiers :

- auprès de la Ministre des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique - ,
- devant le Tribunal Administratif territorialement compétent - pour le recours contentieux - .

**Article 6 :** le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine et le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la « SELARL SYNDIBIO » - 9 Quai Victor Hugo - 55000 BAR-LE-DUC, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé,
- Messieurs les Présidents des Conseils départementaux de l'Ordre des Médecins de la Marne, de la Haute-Marne et de la Meuse,
- Madame la Présidente du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (Section G),
- Messieurs les Directeurs des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de Reims, Chaumont et Bar-le-Duc,
- Messieurs les Directeurs de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) Marne Ardennes Meuse, de la MSA Sud Champagne et de la MSA Lorraine,
- Messieurs les Directeurs du Régime Social des Indépendants de Champagne-Ardenne et de Lorraine

et publié aux Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de Champagne-Ardenne, Lorraine, Marne, Haute-Marne et Meuse.

Pour le Directeur général de l'Agence régionale  
de santé de Champagne-Ardenne  
et par délégation,  
Le Directeur de l'Offre de Soins,  
Thomas TALEC

Le Directeur général de l'Agence régionale  
de santé de Lorraine,

Claude d'HARCOURT

---

➤ **Direction régionale des douanes et droits indirects de Champagne-Ardenne**

DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS DE CHAMPAGNE ARDENNE

POLE ACTION ECONOMIQUE

110, rue du Jard – CS 70034

51723 REIMS CEDEX

Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : P. GALWAS

Téléphone : 09 70 27 80 25

Télécopie : 03 26 40 96 88

E-mail : [pae-champagne-ardenne@douane.finances.gouv.fr](mailto:pae-champagne-ardenne@douane.finances.gouv.fr)

Réf :

Reims, le 6 novembre 2014

## DECISION

prononçant la fermeture définitive d'un débit de tabac  
ordinaire permanent dans le département de la Marne  
à ANGLURE (51)

Le directeur régional des douanes de Champagne-Ardenne à Reims,

Vu la loi du 17 juillet 1992 mise en application par le décret du 30 décembre 1992 transférant les compétences de la direction générale des impôts à la direction générale des douanes et des droits indirects en matière de contributions indirectes et réglementations assimilées ;

Vu le code général des impôts en son article 568 ;

Vu le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, pris en son article 37 précisant qu'un débit de tabac ordinaire peut être fermé définitivement sur décision du directeur régional des douanes et droits indirects dans divers cas dont la démission du gérant sans présentation de successeur, la résiliation du contrat de gérance ainsi que l'expiration de la période de fermeture provisoire après démission consécutive à l'octroi d'une indemnité de fin d'activité ou octroi d'une allocation viagère de départ au cours de cette période ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2010 relatif au contrat liant les débitants de tabac à l'administration des douanes et droits indirects dans le cadre de l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés ;

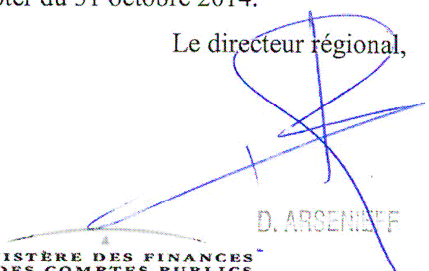
Vu la décision du directeur général des douanes et droits indirects du 11 février 2009 et la décision du directeur régional des douanes et droits indirects de Champagne-Ardenne en date du 19 mai 2010 .

Vu l'arrêté préfectoral du 8 février 2013 portant délégation de signature en matière d'administration générale au directeur régional des douanes et droits indirects de Champagne-Ardenne et l'arrêté du directeur régional des douanes et droits indirects portant subdélégation de signature en date du 13 février 2013 ;

## DECIDE

- La fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent sur la commune d'ANGLURE (51260), géré par M. RONTET Didier, suite à la décision de résiliation du contrat de gérance à compter du 31 octobre 2014.

Le directeur régional,



D. ARSENIFF  
MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS



**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS**

JPM/NS/NE-2014.168

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

**Décision portant sur les droits d'inscription aux épreuves de sélection des candidats s'inscrivant à l'Institut de Formation des Aides-Soignant(e)s (IFAS) en cursus partiel**

**Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Reims,**

- Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- Vu la loi n°2009-879 « Hôpital, Patients, Santé et Territoire » du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- Vu les articles L4391-1 à L4391-6 du Code de la Santé Publique,

**Décide :**

**Article 1 :** Dans le cadre des concours d'entrée organisés par l'IFAS du CHU de REIMS, les tarifs sont arrêtés comme suit :

Droit d'inscription aux épreuves de sélection	Année 2015
Inscription pour les cursus partiels : étude de dossier et entretien de sélection	92,00 €

**Article 2 :** Ces tarifs sont applicables pour les concours d'entrée se déroulant entre le 15 novembre 2014 et le 31 juin 2015.

Fait à Reims, le 18 Novembre 2014

Le Directeur Général

Jean-Paul MICHELANGELO

Direction Générale  
Service des Ressources Humaines  
Rue de la Santé  
51000 REIMS  
Tél : 03 26 18 14 18  
Fax : 03 26 61 65 64

45, RUE SODRACQ-JAY - 51002 REIMS CEDEX - Tél. 03 26 18 14 18 - Fax 03 26 61 65 64

la) f.a.c.  
n/c